



JDC International Centre for
Community Development




American Jewish Joint
Distribution Committee

Quatrième enquête des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens, 2018

Septembre 2019

Comprend une analyse détaillée
de l'échantillon français



Quatrième enquête des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens, 2018

Septembre 2019

Comprend une analyse détaillée
de l'échantillon français



American Jewish Joint
Distribution Committee



JDC International Centre for
Community Development

Chef de projet

Marcelo Dimentstein

Responsable de recherche

Dr Barry A. Kosmin (Trinity College)

Assistante de recherche

Reut Kaplan (JDC-ICCD)

Étude de terrain

The Myers-JDC-Brookdale Data Collection Unit

Équipe de terrain

Chen Tzuk

Ben Schlomi Von Strauss

Hana Goldenberg

Assistant de recherche - France

Dr Martin Messika

Assistante de recherche - Italie

Betti Guetta (Fondazione CDEC)

Rédaction

Debbie Shohat

Remerciements

Russell Wolkind, Dani Serlin, David Gidron, Colin Bulka, Mario Izcovich, Lili Furman, Jenia Zdankevica, Sabina Bairamova, Stefan Oscar, Anja Olejnik, Marina Goutman, Israel Sharli Sabag, Sam Amiel, Karina Sokolowska, Bence Tordai, Mircea Cernov et le Budapest Mozaik Hub, Marta Saracyn, Moni Beniosev, Ayelet Wexler, Debbie Shohat

Allemagne : Hannah Dannel, Daniel Botmann et le Zentralrat der Juden in Deutschland

Belgique : Véronique Lederman, Laure Lachman

Bulgarie : Julia Dandolovala, Alek Oscar

Danemark : Jonas Karpantschof

Finlande : Ariel Nadbornik

France : Jo Amar, Laurence Sigal

Grèce : Taly Mair, Minos Moissis et la Jewish Community of Athens

Italie : Fondazione CDEC, Anna Saralvo

Pays-Bas : Muriel Leewin, Barbara Tanenbaum

République tchèque : Petr Papoušek, Tereza Kotlarikova

Roumanie : Sofia Nagy

Slovaquie : Petra Mullerová

Suisse : Jonathan Kreutner

Copyright © JDC-ICCD, 2019

Tous droits réservés© Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans autorisation préalable de l'éditeur.

Table des matières

page	
5	Liste des figures et tableaux
7	Avant-propos
9	Résumé analytique
16	I. Priorités communautaires, tensions et menaces
21	II. Problématiques internes aux communautés
25	III. Situation financière et financement
26	IV. Sûreté, sécurité et émigration
29	V. Europe
31	VI. Israël
34	VII. Développement de la communauté : processus décisionnels, direction et changement
38	VIII. Synthèse des résultats
39	IX. Profil des participants
43	X. Analyse comparative de l'échantillon français



List of Figures and Tables

page

- 9 Tableau 1. « Dans les 5 à 10 prochaines années, les problèmes liés à l'antisémitisme vont, selon vous » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.
- 10 Tableau 2. « Dans quelle mesure avez-vous le sentiment de pouvoir aujourd'hui vivre et pratiquer le judaïsme en toute sécurité dans la ville où vous résidez ? » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.
- 11 Figure 1. « Parmi les menaces suivantes, lesquelles sont les plus sérieuses à l'avenir de la vie juive dans votre pays ? » 2018.
- 12 Figure 2. Dix priorités absolues. Comparaison des classements 2018, 2015 et 2011.
- 13 Figure 3. Propositions sur les communautés juives d'Europe. *Tout à fait d'accord* uniquement, 2018, 2015 et 2011.
- 17 Figure 4. « Dans quelle mesure chacune des causes suivantes devrait-elle, selon vous, être une priorité dans les 5 à 10 prochaines années ? » Réponses sur une échelle de 1 à 10 pour 2018, 2015 et 2011.
- 19 Figure 5. « Parmi les réponses suivantes, lesquelles représentent, selon vous, la menace la plus sérieuse pour l'avenir des Juifs dans votre pays ? » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.
- 21 Tableau 3. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? » Comparaison 2018, 2015, 2011.
- 23 Figure 6. « Seuls ceux nés d'une mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté. » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.
- 25 Figure 7. « Comment décririez-vous, à l'heure actuelle, la situation financière générale de votre communauté ? » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.
- 29 Figure 8. Comparaison des réponses de 2018, 2015 et 2011 aux énoncés sur les communautés juives européennes, en tout à fait d'accord (en pourcentages).
- 31 Figure 9. « Dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ? » Ouest contre Est 2018.
- 32 Tableau 4. « Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou non avec les affirmations suivantes sur Israël ? » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.
- 35 Tableau 5. Évaluation de la qualité générale des professionnels communautaires de votre communauté sur des sujets basiques. En pourcentages de *très fort*.
- 36 Tableau 6. Accord (en pourcentages, *tout à fait d'accord/plutôt d'accord*) avec les initiatives de la communauté.
- 37 Tableau 7. « Quels sont les points de contact pour l'engagement des jeunes adultes dans votre communauté ? » en pourcentages.
- 39 Tableau 8. Pays de résidence en 2018, 2015, 2011, 2008.



- 40 Tableau 9. Répartition des participants par courant de la synagogue 2018, 2015, 2011, 2008.
- 44 Tableau 10. Répartition des participants par affiliation de la synagogue.
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 44 Tableau 11. Répartition des participants par auto-définition religieuse.
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 45 Tableau 12. « Dans quelle mesure chacune des causes suivantes devrait-elle, selon vous, être une priorité dans les 5 à 10 prochaines années ? ».
Comparaison des échantillons de France, d'Europe de l'Ouest et d'Europe, 2018.
- 46 Tableau 13. « Parmi les réponses suivantes, lesquelles représentent selon vous la menace la plus sérieuse pour l'avenir des Juifs dans votre pays ? ».
Comparaison des échantillons de France, d'Europe de l'Ouest et d'Europe, 2018.
- 47 Tableau 14. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? ».
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 47 Tableau 15. Critères d'appartenance des communautés juives.
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 48 Tableau 16. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les affirmations suivantes concernant les mariages mixtes. »
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 49 Tableau 17. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les affirmations suivantes. La politique de la communauté sur les conversions non orthodoxes devrait être de... » Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 49 Figure 10. « D'ici les 5 à 10 prochaines années, la situation financière générale de votre communauté va, selon vous... » Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 50 Tableau 18. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ? » Comparaison des échantillons français, européen, et ouest-européen, 2018.
- 51 Tableau 19. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les affirmations suivantes : » Comparaison des échantillons français et européen, 2018.
- 53 Tableau 20. Évaluation des dirigeants bénévoles et des professionnels communautaires.
- 54 Tableau 21. Évaluation des dirigeants bénévoles.
- 54 Tableau 22. Initiatives communautaires.
Comparaison entre les échantillons français et européen.
- 55 Tableau 23. Points de contacts pour jeunes adultes juifs.
Comparaison entre les échantillons français et européen.

Avant-propos

La Quatrième enquête des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens – menée tous les trois ans par l'American Jewish Joint Distribution Committee's International Centre for Community Development (JDC-ICCD) – donne aux professionnels, dirigeants communautaires, chercheur.e.s et agents de terrain la possibilité d'explorer le rapport des principaux dirigeants communautaires juifs européens avec les tendances émergentes et existantes au sein de leurs communautés et pays. Parmi elles figurent l'antisémitisme, la sécurité, l'économie, le mariage mixte et le classement de leurs priorités et décisions stratégiques en réponse à ces tendances.

L'enquête 2018 a été conduite dans un contexte de profonde incertitude en Europe. Elle révèle l'inquiétude grandissante des dirigeants, de plus en plus sensibles aux problèmes d'antisémitisme, de résilience et de sécurité. Elle révèle également un certain engagement à investir dans l'avenir de ces communautés, ainsi qu'une détermination affirmée à rester en Europe plutôt que d'émigrer.

Cela dit, les événements tragiques ne changent pas seulement les communautés elles-mêmes, mais également la manière dont elles envisagent et préparent l'avenir. En effet, depuis janvier 2015, de nouveaux indicateurs, mesures, et dans certains cas de nouveaux récits apparaissent, qui caractérisent les communautés juives européennes.

En effet, pour la première fois cette année, les dirigeants s'inquiètent davantage de l'augmentation de la pauvreté au sein des communautés juives. Bien qu'elle ne fasse pas partie des grandes priorités, l'inquiétude concernant cette question est passée de 10 % en 2008 à 26 % en 2018. On peut attribuer cette augmentation à l'affaiblissement général des systèmes de retraite publique et au besoin de prévoir de nouveaux systèmes et infrastructures de justice sociale en prévision de la fin des financements de la Claims Conference.

En outre, cette enquête a été menée alors que l'Europe fait face à la plus grave crise humanitaire de la période récente : le flux continu de réfugiés et de migrants. Ce phénomène oblige les communautés juives à trouver un équilibre entre leur engagement juif à « aimer l'autre » tout en protégeant la sécurité et la sûreté de leurs institutions.

Ce sondage explore également certains aspects des directions au sein des communautés juives, notamment l'apparition d'associations de terrain, d'un secteur de l'entrepreneuriat social, la multiplication de projets menés par de jeunes adultes et l'émergence d'une vie juive informelle hors des institutions classiques, qui reflètent les motivations de différents acteurs.

Parmi ses nombreuses utilités, cette enquête présente trois avantages principaux en tant que :

1. Outil de diffusion des connaissances des dirigeants juifs européens permettant de mieux comprendre leurs priorités, leurs inquiétudes et les opportunités qui peuvent s'en dégager.
2. Invitation faite aux dirigeants juifs européens à s'interroger sur la manière dont les politiques, programmes et stratégies mis en œuvre au sein de leurs communautés reflètent leurs réflexions.
3. Occasion unique, pour les sociologues, de mettre les trois enquêtes précédentes en perspective et de constater l'évolution des perceptions des dirigeants européens et influenceurs majeurs au fil des changements majeurs survenus en Europe.



Enfin, nous remercions les participants pour leur temps et leur sagesse. En tant que projet de recherche, cette enquête ne peut constituer une image fidèle et valide que si elle atteint un nombre assez important pour être pertinent.

Cet objectif a été atteint grâce à la généreuse contribution de près de 900 dirigeants qui ont accepté de partager gracieusement leurs points de vue et opinions. Nous sommes absolument ravis de présenter cette *Quatrième enquête des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* JDC-ICCD.

Nous sommes convaincus qu'elle constituera un outil efficace pour permettre aux lecteurs de mieux comprendre les communautés juives européennes, et nous guider pour renforcer la vie juive en Europe, à l'heure où le renforcement de son avenir même et des bénéfices que nous en avons tirés est plus essentiel que jamais.

Nous espérons que vous la trouverez instructive.

L'équipe du JDC Europe

Résumé analytique

Malgré une réelle inquiétude vis-à-vis de l'augmentation de l'antisémitisme en Europe, les dirigeants et professionnels communautaires juifs européens font preuve d'un relatif optimisme sur l'avenir de l'Europe et de ses communautés juives. Voilà les conclusions de la *Quatrième enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens*, menée d'avril à mai 2018 par l'American Jewish Joint Distribution Committee's International Centre for Community Development (JDC-ICCD). L'enquête montre également que la plupart des participants n'ont pas l'intention de quitter l'Europe, puisque 76 % d'entre eux rapportent n'avoir pas envisagé d'émigrer au cours des 5 dernières années, et que la plupart des participants ne s'attendent qu'à une émigration limitée des Juifs de leur pays.

Cette *Enquête des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* est menée tous les trois à quatre ans selon le même format afin d'identifier les tendances et leurs évolutions. Les résultats de l'enquête 2018 ont donc été évalués et observés en rapport aux enquêtes précédentes, menées respectivement en 2008, 2011 et 2015. La dernière enquête a été menée en ligne en 10 langues et soumise à 893 participants issus de 29 pays.

Cette enquête posait aux dirigeants et professionnels communautaires juifs une série de questions cherchant à établir leur position sur les principaux défis et problématiques se posant aux communautés juives d'Europe en 2018, et sur la manière dont ils voient évoluer la situation de leur communauté dans les 5 à 10 prochaines années.

Antisémitisme

Depuis l'édition 2015 de cette enquête, les dirigeants juifs européens observent une augmentation de l'antisémitisme et le perçoivent comme une menace majeure.

La présente enquête confirme cette tendance. Interrogés sur les changements attendus dans les cinq à dix prochaines années vis-à-vis de l'antisémitisme, les participants ont tendance à être pessimistes, puisque 66 % d'entre eux s'attendent à *une augmentation légère ou considérable* (contre 67 % en 2015).

Les participants d'Europe de l'Ouest sont plus susceptibles de considérer l'antisémitisme comme une menace que les participants d'Europe de l'Est, et rapportent une détérioration de leur situation par rapport aux enquêtes précédentes.

Tableau 1. « Dans les 5 à 10 prochaines années, les problèmes liés à l'antisémitisme vont, selon vous » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.

	2018	2015	2011	2008
Augmenter considérablement	21 %	23 %	10 %	16 %
Augmenter légèrement	45 %	44 %	39 %	38 %
Rester constants	25 %	27 %	35 %	34 %
Diminuer légèrement	3 %	2 %	8 %	6 %
Diminuer considérablement	1 %	1 %	4 %	1 %
Je ne sais pas/sans opinion	4 %	3 %	4 %	4 %

Sûreté et sécurité

Il a été demandé aux participants s'ils avaient le sentiment de pouvoir vivre et pratiquer le judaïsme en sécurité dans leur pays. La plupart des dirigeants juifs européens se sentaient en sécurité, avec 20 % ayant répondu *très sûr*, et 63 % ayant répondu *plutôt sûr*. Seuls 13 % ont répondu *plutôt pas sûr*, et 4 % seulement *pas sûr du tout*.

Ce relatif sentiment de sécurité est peut-être lié au fait que 73 % des participants considèrent que leur gouvernement national répond correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives.

Le constat le plus surprenant voit émerger de nets clivages régionaux. Tandis que 96 % des Juifs vivant en Europe de l'Est se sentent en sécurité dans leur ville, seuls 76 % de ceux qui vivent en Europe de l'Ouest partagent ce sentiment. D'autre part, à l'Ouest, près d'un quart (24 %) se sentent en insécurité dans leur ville, contre 4 % seulement à l'Est. Cette différence régionale est tout à fait notable et revêt une signification historique pour les Juifs d'Europe. C'est un renversement de situation dans la mesure où « l'Ouest » avait été considéré, au cours des deux derniers siècles, comme plus accueillant, et plus sûr pour les Juifs, que « l'Est ».

Cependant, plus largement, il est clair que le sentiment de sécurité parmi les dirigeants et professionnels juifs s'est considérablement érodé depuis 2008. En 2008, 36 % se sentaient tout à fait en sécurité en tant que Juifs dans leur ville, contre 20 % seulement dans cette étude. En parallèle, le nombre de réponses *plutôt pas sûr* est passé de 6 % à 13 %.

Tableau 2. « Dans quelle mesure avez-vous le sentiment de pouvoir aujourd'hui vivre et pratiquer le judaïsme en toute sécurité dans la ville où vous résidez ? »
Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.

	2018	2015	2011	2008
Très sûr	20 %	22 %	22 %	36 %
Plutôt sûr	63 %	63 %	62 %	56 %
Plutôt pas sûr	13 %	9 %	9 %	6 %
Pas sûr du tout	4 %	5 %	3 %	1 %

Menaces à l'avenir de la vie juive

Cependant, les inquiétudes relatives à la sécurité et à l'antisémitisme doivent être lues dans un contexte plus large, car lorsque les dirigeants ont été invités à identifier les principales menaces à l'avenir de la vie juive, aucune des quatre premières problématiques n'était liée à la sécurité ou à l'antisémitisme.

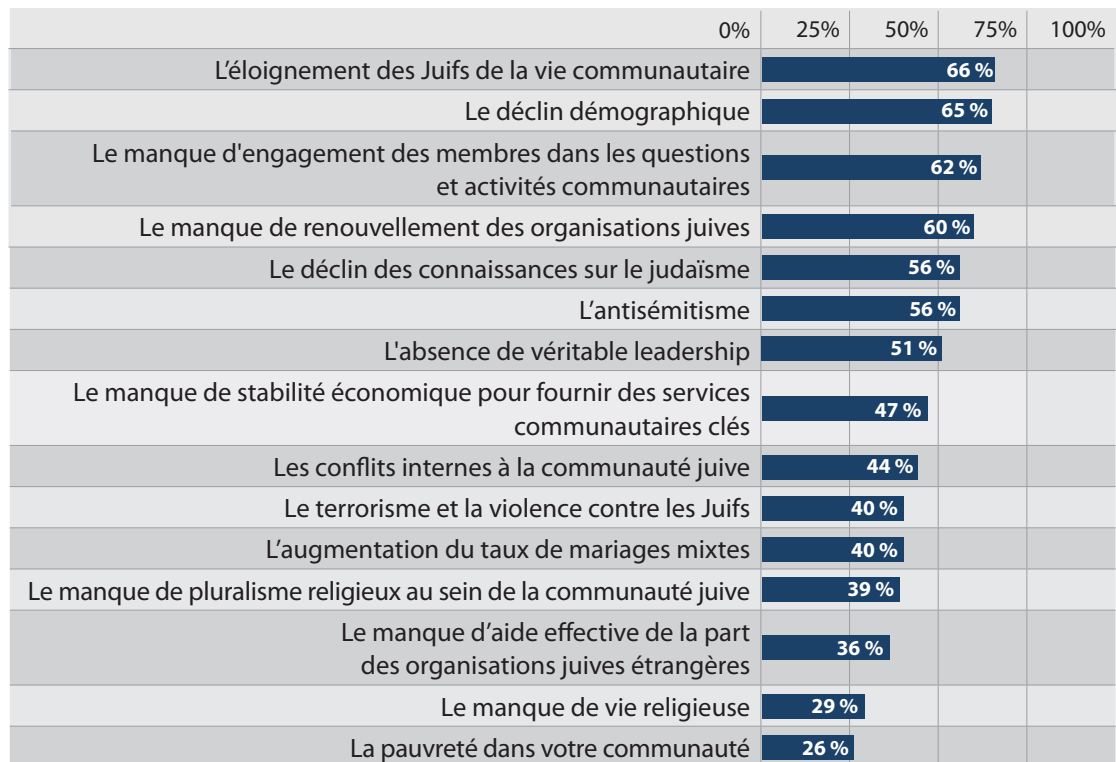
Au lieu de cela, plusieurs problèmes internes à la communauté ont été soulevés, tels que *l'éloignement des Juifs de la vie communautaire* (66 %), *le déclin démographique* (65 %), et *le manque d'engagement des membres dans les questions et activités communautaires* (62 %). *Le manque de renouvellement des organisations juives* est maintenant considéré comme une menace plus sérieuse (60 % en 2018 contre 55 % en 2015), et *le déclin des connaissances sur le judaïsme* (56 % en 2018 contre 48 % en 2015) est perçu comme une menace équivalente à celle de *l'antisémitisme*.

Le mariage mixte poursuit sa descente, ce qui confirme qu'il n'est plus considéré comme la menace la plus sérieuse aux communautés (en 2008, il représentait la principale menace pour 64 % des participants, mais ne l'était plus que pour 54 % des participants en 2011, 44 % en 2015 et 40 % en 2018, où il tombe à la onzième place).

L'élément qui présente le plus grand rebond (16 %) en tant que menace pour l'avenir de la vie juive est *l'antisémitisme*, qui atteint 56 % dans la catégorie des menaces sérieuses, contre 40 % en 2015 et seulement 23 % en 2008 ! La tendance à le considérer comme une plus grande menace se vérifie à travers un plus grand nombre de participants au sein de tous les groupes sociodémographiques.

L'importance de *la pauvreté au sein des communautés*, bien qu'elle ne soit pas considérée comme une menace sérieuse, a également connu une augmentation de 16 % au cours des dix dernières années.

Figure 1. « Parmi les menaces suivantes, lesquelles sont les plus sérieuses à l'avenir de la vie juive dans votre pays ? » 2018.



Questions relatives au statut identitaire juif

Les questions relatives au statut identitaire juif, aux conversions non orthodoxes et à l'appartenance à la communauté sont importantes pour toutes les communautés. La tendance globale est à l'intégration et au compromis, plutôt qu'à l'exclusion et à la rigidité. 80 % conviennent que *l'intégration des familles mixtes dans la vie communautaire est un facteur essentiel pour la survie de notre communauté*, et 86 % pensent que *la communauté devrait mettre en place des espaces ou des programmes adéquats pour mieux intégrer les familles constituées par des couples mixtes*.

Les points de vue sur ces questions sont principalement répartis selon les directives des courants religieux, et dans certains cas ont été perçus comme une source de tensions

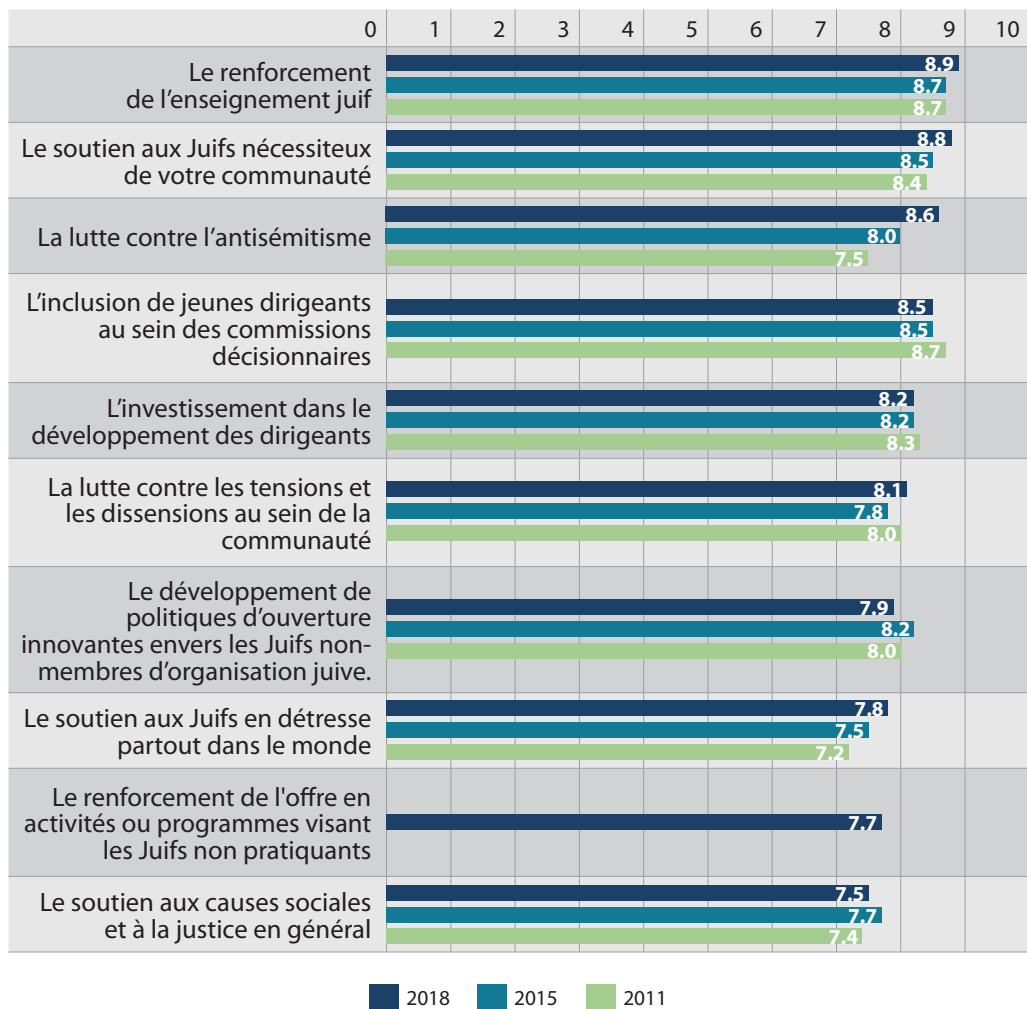
communautaires, selon les participants. Les générations les plus jeunes et les plus âgées ont tendance à être légèrement plus libérales sur ces questions que les générations d'âge moyen.

La plupart des participants sont pessimistes à ce sujet, puisque 37 % d'entre eux s'attendent à ce que la question devienne encore plus problématique à l'avenir, voire *constitue un danger pour la continuité de la communauté juive existante* (15 %).

Priorités futures des communautés juives

Interrogés sur les causes communautaires à prioriser pour les 5 à 10 prochaines années, les dirigeants communautaires juifs insistent sur les problématiques internes à leur sphère d'influence. Leurs priorités absolues sont, par ordre d'importance : *le renforcement de l'enseignement juif*, *le soutien aux Juifs nécessiteux de la communauté*, et *la lutte contre l'antisémitisme*. Pour la première fois depuis la première édition de l'enquête en 2008, *la lutte contre l'antisémitisme* fait partie des trois priorités communautaires absolues. Parmi les autres changements remarquables figurent l'augmentation sensible de *la lutte contre les tensions et les dissensions au sein de la communauté*, et *du soutien aux Juifs en détresse partout dans le monde*.

Figure 2. Dix priorités absolues. Comparaison des classements 2018, 2015 et 2011.

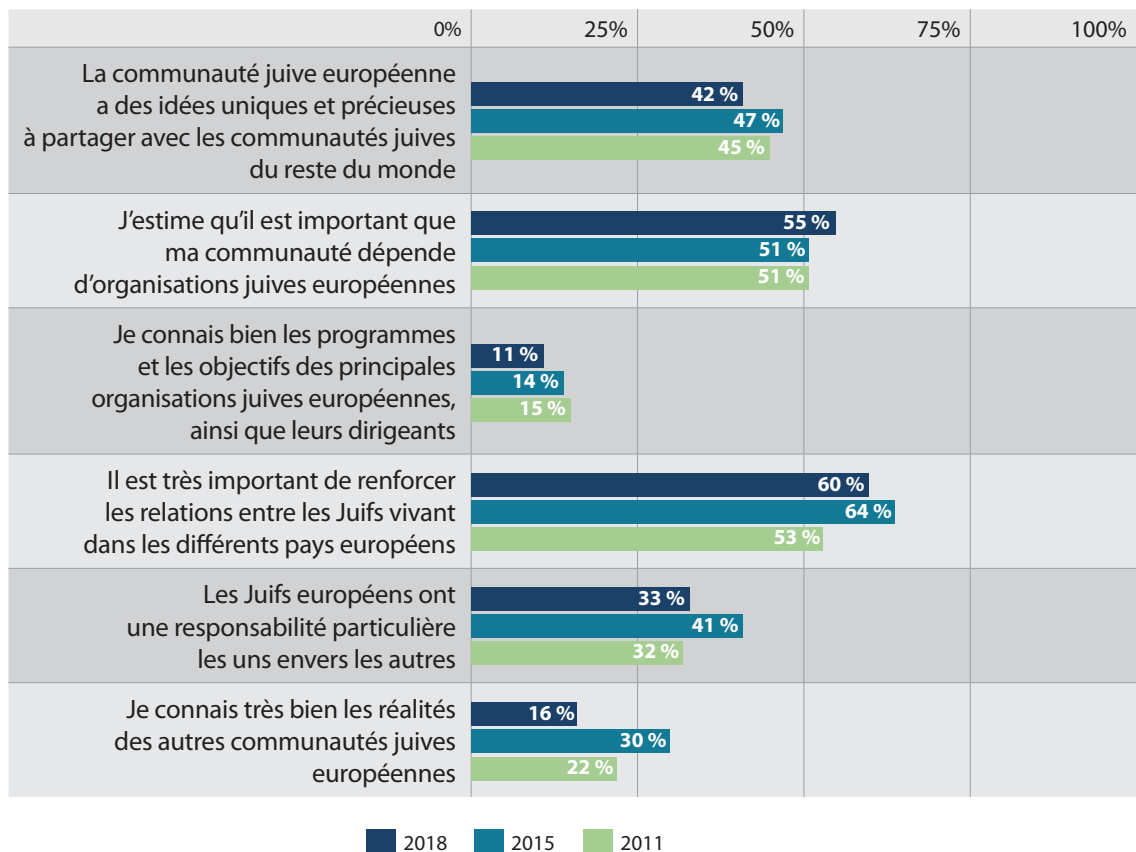


Europe

L'Europe en tant que projet juif et projet politique général est populaire auprès des participants. Le désir de renforcer les relations entre communautés juives et le désir d'affiliation avec les organisations juives européennes sont manifestes, en particulier en Europe de l'Est. Cependant, on se contente d'une intégration minimale, et les dirigeants reconnaissent n'avoir que peu de connaissances directes des autres communautés juives d'Europe.

Les dirigeants juifs sont-ils optimistes sur l'avenir ? 44 % des dirigeants sont d'accord avec l'énoncé : *l'avenir des communautés juives européennes est dynamique et positif*, et 46 % affirment qu'ils sont *optimistes quant à l'avenir de l'Europe*. Étant donné les incertitudes sociales et politiques actuelles en Europe, ces chiffres attestent une relative confiance, bien qu'elle ne soit pas excessive. Cependant, comparés aux autres Européens, les dirigeants juifs sont plus pessimistes. Selon la dernière enquête Eurobaromètre, 56 % des Européens sont optimistes vis-à-vis de l'UE¹. On observe ainsi un écart de 10 % d'*optimisme* entre les Européens et les dirigeants juifs européens.

Figure 3. Propositions sur les communautés juives d'Europe.
Tout à fait d'accord uniquement, 2018, 2015 et 2011.



¹ « Un printemps européen ? La dernière enquête Eurobaromètre standard montre un regain d'optimisme », Commission européenne, août 2017. https://ec.europa.eu/malta/news/european-spring-latest-standard-eurobarometer-shows-optimism-rise_en

Israël

La relation avec l'État et le peuple d'Israël revêt une grande importance aux yeux des communautés juives européennes, mais on note un sentiment largement partagé que cette relation est devenue plus problématique et controversée au cours des dernières années, alors que les événements au Moyen-Orient trouvent écho en Europe. C'est peut-être en réponse à ce constat que le plus grand consensus (85 % d'approbation) s'est formé parmi les dirigeants juifs qui s'accordent sur le fait que *les communautés juives devraient offrir l'opportunité à leurs membres de partager différentes opinions sur Israël et sa politique*. Un consensus équivalent (85 %) établit que *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays*.

Pourtant, récemment, le soutien à Israël semble s'être renforcé parmi les dirigeants juifs en Europe. 68 % d'entre eux *soutiennent Israël sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement* (contre 55 % en 2015, 56 % en 2011 et 61 % en 2008). De la même manière, l'énoncé *j'ai parfois honte des actions du gouvernement israélien* ne réunit que 42 % des réponses, contrairement aux 51 % de 2015.

L'hostilité à l'encontre d'Israël au sein de la société en général est perçue comme plus virulente en Europe de l'Ouest. 88 % des dirigeants vivant en Europe de l'Ouest considèrent que *les médias de leur pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël*, contrairement à 36 % seulement en Europe de l'Est. Ce facteur pourrait contribuer à la montée de l'antisémitisme à l'Ouest.

De la même manière, les Européens de l'Ouest rapportent que les divisions au sein des communautés autour d'Israël constituent un problème bien plus important que ceux d'Europe de l'Est, puisque 11 % estiment qu'Israël est une source de dissension majeure dans les pays d'Europe de l'Ouest, contre 1 % seulement en Europe de l'Est. À l'inverse, 47 % des dirigeants d'Europe de l'Est ne font état d'aucune dissension, contre 17 % seulement en Europe de l'Ouest.

Changements depuis 2008

Les quatre études fournissent une échelle de temps utile pour mesurer les changements opérés. Cependant, le constat le plus notable dégagé par ces données est la cohérence des schémas au cours du temps et sur la plupart des questions explorées. Cette régularité valide la fiabilité des résultats des enquêtes précédentes. Il s'agit d'un constat remarquable, dans la mesure où la taille des échantillons a varié selon les années, tout comme les proportions et nombres de participants de chaque pays.

Ceci suggère qu'un consensus stable au sein des communautés juives européennes a émergé autour de nombreuses questions et points de vue.

Les résultats 2018 confirment les données 2015 et montrent que la situation financière de la plupart des communautés est globalement revenue à celle de 2008, après avoir traduit une dépression en 2011. Les participants d'Europe de l'Est sont plus prompts à répondre que leur situation financière est saine ou stable que les participants d'Europe de l'Ouest.

Concernant la sécurité, on constate une baisse du nombre de personnes se sentant en toute sécurité dans leur ville, et une augmentation du nombre de personnes, tous groupes socio-démographiques confondus, qui estiment que l'antisémitisme est une menace très sérieuse.

Globalement, les participants s'inquiètent toujours de la possible montée de l'antisémitisme (66 % en 2018, 67 % en 2015, contre 54 % en 2008).

De manière générale, on constate, parmi les défis actuels, une augmentation de l'inquiétude au sujet du déclin démographique (65 % en 2018 contre 41 % en 2008) et de *l'éloignement de la communauté* (66 % en 2018 contre 50 % en 2008). D'autre part, l'augmentation du taux de mariage mixte n'est plus considérée comme la plus sérieuse menace aux communautés (40 % en 2018 contre 64 % en 2008). Bien qu'elle ne soit pas considérée comme une menace majeure, l'importance de *la pauvreté au sein des communautés* a augmenté de 16 % au cours des dix dernières années.

À propos des participants

Afin de rassembler les échantillons de participants à cette enquête, nous avons considéré que les rôles suivants remplissaient les critères permettant de les désigner comme « dirigeants » et « professionnels » : président.e.s d'organisations parapluie or fédérations nationales ; président.e.s et directeur.rice.s exécutif.ve.s de fondations juives privées, organisations caritatives et autres initiatives privées ; président.e.s et principaux.les représentant.e.s de communautés juives de niveau municipal ; directeur.rice.s exécutif.ve.s et coordinateur.rice.s de programme, ainsi que les membres anciens et actuels de conseils d'administration d'organisations juives ; directeur.rice.s d'agences ou départements juifs en charge de causes sociales juives ; directeur.rice.s et coordinateur.rice.s de programmes d'établissements et départements d'enseignement juif au sein de fédérations ou communautés juives, directeur.rice.s des principales écoles juives, principales.aux éducatrices.eurs informel.le.s juif.ve.s, dont des rabbins, directeur.rice.s et coordinateur.rice.s de programmes de départements de la jeunesse au sein de fédérations ou communautés juives ; directeur.rice.s et directeur.rice.s exécutif.ve.s de centre communautaires juifs ; responsables de programmes au sein d'initiatives juives non institutionnalisées ; jeunes activistes de premier plan ; entrepreneur.e.s influents dans les médias juifs ; grands donateurs à la communauté.

Il n'est pas aisé de dresser le portrait type des dirigeants juifs, issus d'une grande variété de groupes sociaux-démographiques européens. Deux tiers sont des hommes, et le troisième des femmes. L'échantillon penche sensiblement vers la génération des seniors, puisque 65 % des participants ont plus de 55 ans, contre 13 % seulement de moins de 40 ans. En ce qui concerne leur affiliation religieuse, 33 % s'identifient à un groupe orthodoxe, tandis que 26 % se considèrent comme traditionnels² et 41 % comme des Juifs « culturels » non pratiquants. 55 % s'auto-définissent comme « religieux » et 45 % comme « laïcs ». Cette diversité explique probablement l'emphase sur la pluralité de la communauté et l'intégration. L'analyse statistique souligne le manque de fiabilité prévisionnel de caractéristiques tels que la région, le genre, l'âge, le courant et l'éducation parmi les dirigeants des communautés juives d'Europe, par rapport à la plupart des opinions exprimées sur les priorités communautaires et organisationnelles. L'affiliation de la synagogue est un facteur déterminant uniquement dans le cas du mariage mixte et du statut identitaire juif, et, dans une certaine mesure, de l'attitude vis-à-vis d'Israël. Le rôle au sein de la communauté permet d'anticiper les priorités parmi les services communautaires. Parmi les dénominateurs communs figure le fait que les participants sont des personnes hautement éduquées, puisque 89 % d'entre eux sont titulaires d'un diplôme universitaire.

² On a regroupé sous le terme « traditionnels » les participants se définissant comme réformistes, libéraux ou massortis.

I. Priorités communautaires, tensions et menaces

L'un des objectifs premiers de *l'Enquête des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* était d'identifier les grandes priorités et problématiques actuelles rencontrées par les communautés juives européennes, ainsi que la perception par ces dirigeants et professionnels des problèmes et menaces sérieuses à l'avenir de la vie juive dans leurs pays respectifs.

Priorités futures

Il a été demandé aux participants de classer par ordre de priorité les causes communautaires pour les 5 à 10 années à venir dans une liste de 16 propositions (Figure 4) sur une échelle de 1 à 10, où 1 n'est pas une priorité et 10 une priorité absolue. Les résultats concernent tous des questions que les dirigeants sont en mesure de contrôler ou d'affecter. Les cinq plus grandes priorités de 2018 (avec un score de 8 ou plus) sont : *le renforcement de l'enseignement juif* (8,9) ; *le soutien aux Juifs nécessiteux de votre communauté* (8,8) ; *la lutte contre l'antisémitisme* (8,6) ; *l'inclusion de jeunes dirigeants au sein des commissions décisionnaires* (8,5) ; *l'investissement dans le développement des dirigeants* (8,2) ; *la lutte contre les tensions et les dissensions au sein de la communauté* (8,1). Les priorités mineures révélées par l'échelle sont : *la fonction de groupe de pression au niveau de la politique nationale* (5,6), *le développement d'une politique efficace en matière de mariages mixtes* (6,2) et *le renforcement de la vie religieuse juive* (6,6).

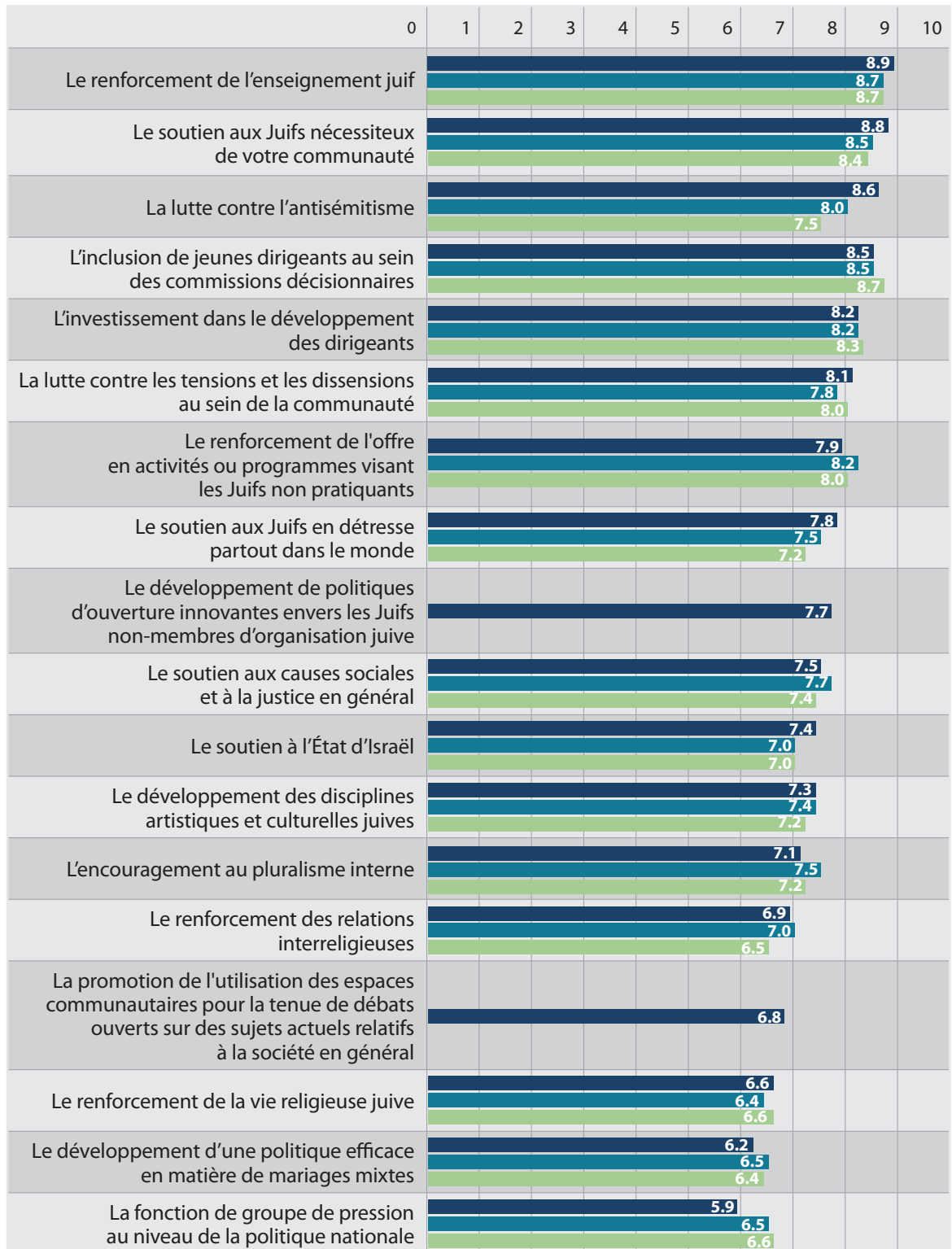
Il est intéressant de remarquer que le classement général des priorités a très peu changé depuis 2011. Le seul changement significatif sur ces propositions est l'augmentation de la notation de la lutte contre l'antisémitisme (de 7,5 à 8,6), qui passe de la 6^e à la 3^e place. Ceci reflète une inquiétude croissante, surtout en Europe de l'Ouest, qui sera davantage mise en évidence dans la suite de ce rapport.

La lutte contre l'antisémitisme est la priorité ABSOLUE de chaque Juif, mais de toute autre personne, tout comme l'est la lutte contre le racisme et la xénophobie.
Ancien.ne dirigeant.e bénévole,
Belgique, 85 ans.

En ce qui concerne les priorités futures des communautés, on a remarqué quelques différences sensibles dans l'ordre du classement entre les trois groupes d'âge. La jeune génération accordant moins d'importance à *la lutte contre l'antisémitisme* (47 % contre 72 %), *le soutien à l'État d'Israël* (22 % contre 47 %) et *le soutien aux Juifs en détresse partout dans le monde* (32 % contre 48 %). En revanche, les plus jeunes ont préféré *le soutien aux Juifs nécessiteux de votre communauté* par rapport aux plus âgés (44 % contre 34 %) et, sans surprise, *l'inclusion de jeunes dirigeants au sein des commissions décisionnaires* (68 % contre 56 %). Le groupe des participants d'âge moyen a montré une tendance claire à se positionner au centre pour la plupart des problématiques.

Les principales différences entre les classements des priorités par les femmes et les hommes ayant participé à l'enquête se concentrent sur *l'encouragement au pluralisme interne*, que 43 % des femmes ont noté à 9/10, contre 28 % des hommes. Un autre écart de priorité se manifeste sur *l'inclusion de jeunes dirigeants* avec 58 % des femmes lui donnant une note élevée, contre 44 % des hommes seulement. Les femmes se prononcent également plus en faveur du développement des arts et de la culture juive que les hommes (38 % contre 27 %).

Figure 4. « Dans quelle mesure chacune des causes suivantes devrait-elle, selon vous, être une priorité dans les 5 à 10 prochaines années ? »
Réponses sur une échelle de 1 à 10 pour 2018, 2015 et 2011.



■ 2018 ■ 2015 ■ 2011

Au sein des communautés unifiées, il est particulièrement important de promouvoir le pluralisme interne et de rassembler les différentes conceptions de la vie juive. Cela s'applique aux différents courants religieux, mais aussi à l'origine (ashkénaze/sépharade, etc.)
Dirigeant.e bénévole, Suisse, 64 ans.

Des différences régionales apparaissent au sujet du *soutien aux Juifs nécessiteux*, qui est bien plus une priorité pour les communautés d'Europe de l'Est (74 % contre 60 %), tout comme le *soutien aux causes sociales et à la justice en générale* (52 % contre 31 %), et la *lutte contre les tensions et dissensions au sein de la communauté* (63 % contre 46 %). Les diffé-

rences confessionnelles majeures des courants sont ressorties là où on les attendait. Dans la plupart des cas, l'écart se manifestait entre les Juifs orthodoxes et culturels, les traditionnels occupant la place centrale.

Les Juifs orthodoxes accordent une plus grande importance au *renforcement de la vie religieuse juive* (35 % contre 18 %). Ils sont cependant moins susceptibles de prioriser le *soutien aux causes sociales et à la justice en général* (27 % contre 46 %) ou le *développement des disciplines artistiques et culturelles juives* (23 % contre 43 %). Les Juifs culturels favorisent davantage la *lutte contre l'antisémitisme* (70 % contre 57 %) et la *promotion de l'utilisation des espaces communautaires pour la tenue de débats ouverts sur des sujets actuels relatifs à la société en général* (38 % contre 15 %). De manière plus remarquable peut-être, il y a très peu de priorités sur lesquelles les dirigeants et professionnels communautaires ne s'entendent pas.

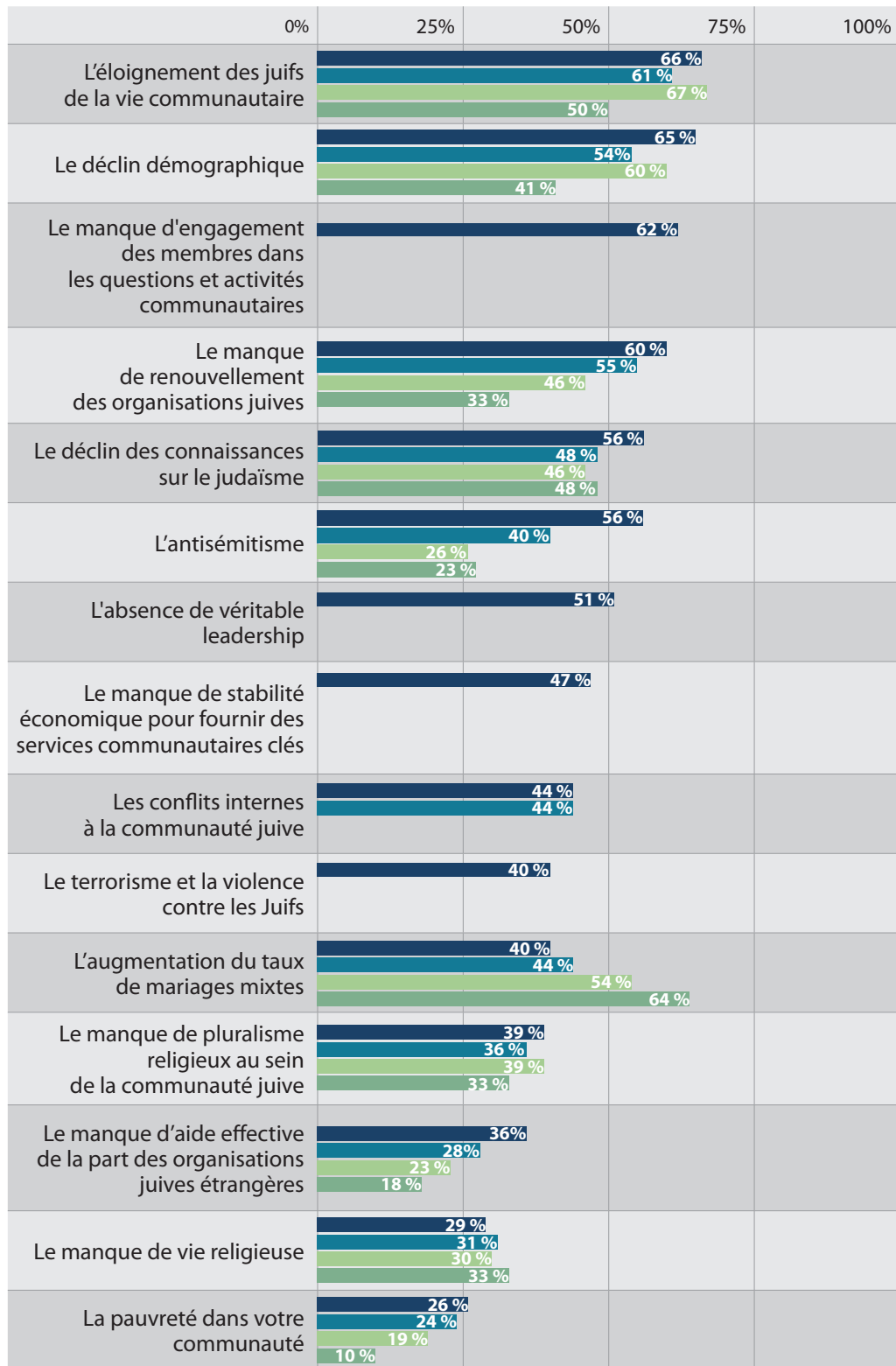
La seule différence notable consiste en ce fait que les dirigeants communautaires accordent plus d'importance à la *lutte contre l'antisémitisme* (67 % contre 50 %).

Menaces à l'avenir de la vie juive

Il a été demandé aux participants de noter 15 propositions sur les menaces et tensions communautaires considérées comme des menaces sérieuses à l'avenir de la vie juive dans leur pays, depuis l'extérieur comme l'intérieur de la communauté, sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie *pas une menace du tout* et 5 *une menace très sérieuse*. La figure 5 indique que la question la plus alarmante notée comme *une menace très sérieuse* par une majorité de participants en 2018 (avec une note de 4 ou 5) est *l'éloignement des Juifs de la vie communautaire* (66 %). Ceci reflète les résultats des enquêtes de 2011 et 2015. *Le déclin démographique* (65 %) est monté en deuxième place de l'index des menaces sérieuses. Les autres meilleurs scores sont également liés aux éléments d'organisation communautaire internes aux communautés. Ceux-ci ont été introduits dans l'édition 2018 : *le manque d'engagement des membres dans les questions et activités communautaires* (62 %) et *le manque de renouvellement des organisations juives* (60 %). *Le déclin des connaissances sur le judaïsme* (56 %) fait également partie des menaces à la continuité de la communauté juive. *L'antisémitisme*, qui était considéré comme une menace relativement mineure en 2008 (23 %) est remonté en 7^e position (56 %) en 2018.

Notre communauté vieillit et est en constant déclin numérique. Le plus gros effort doit être de maintenir la vie communautaire (dont les fonctions des institutions communautaires) à un niveau permettant d'augmenter le nombre de membres à tous moments.
Dirigeant.e bénévole,
Roumanie, 80 ans.

**Figure 5. « Parmi les réponses suivantes, lesquelles représentent, selon vous, la menace la plus sérieuse pour l'avenir des Juifs dans votre pays ? »
Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.***



*Pourcentage de réponses 4 ou 5 uniquement

■ 2018 ■ 2015 ■ 2011 ■ 2008

Bien que l'ordre général des menaces reste stable, des changements se sont produits dans l'évaluation des menaces à l'avenir de la vie juive. L'inquiétude grandit à présent autour du *déclin démographique* (5 % de plus qu'en 2011) mais *l'augmentation du taux de mariages mixtes* (-14 %) en est clairement une bien moindre. L'énoncé qui présente la plus grande augmentation (33 %) en tant que menace est *l'antisémitisme*, qui atteint maintenant 56 % à l'index des menaces sérieuses, contre 23 % en 2008. La tendance se vérifie chez davantage d'individus issus de tous les groupes sociodémographiques, qui le considèrent comme une plus grande menace. On note également une augmentation du sentiment que *le manque d'aide effective de la part des organisations juives étrangères* est une menace à l'avenir des communautés (36 % en 2018, 28 % en 2015, 23 % en 2011, 18 % en 2008).

En ce qui concerne leur évaluation de la plupart des propositions considérées comme des menaces, les sous-groupes sont globalement d'accord. Sur les différences régionales, les participants d'Europe de l'Ouest sont plus susceptibles de percevoir des menaces que ceux de l'Est (score de 4/5). Les plus grands écarts se ressentent sur *l'antisémitisme* (63 % contre 38 %) et *le terrorisme et la violence contre les Juifs* (47 % contre 22 %). Les Européens de l'Ouest sont également plus inquiets de *l'augmentation du taux de mariages mixtes*, du *manque de stabilité économique* et du *manque d'engagement* (écarts de 12 et 13 %).

Les dirigeants et professionnels juifs s'accordent sur la nature et le niveau des menaces. Leur seule division concerne la menace du mariage mixte, que les dirigeants considèrent comme une plus grande menace que les professionnels (44 % contre 27 %). Alors que les femmes et les hommes ont une position similaire sur les menaces, les plus jeunes participants perçoivent moins de menaces sérieuses que les plus vieux, en particulier pour *le déclin démographique* (50 % contre 70 %), *les mariages mixtes* (28 % contre 42 %), *l'antisémitisme* (43 % contre 61 %) et *le terrorisme* (28 % contre 46 %).

Les différences de courants religieux sont plus marquées sur la perception de l'avenir. Les Juifs orthodoxes se distinguent des autres participants puisqu'ils considèrent *l'augmentation du taux de mariages mixtes* comme une menace sérieuse (orthodoxes 56 %, traditionnels 31 %, culturels 32 %). Sans surprise, *le manque de vie religieuse* est considéré comme une menace sérieuse par les orthodoxes et les traditionnels (43 % et 38 %), plus que par les participants culturels (18 %), mais *le manque de pluralisme religieux* est une plus grande inquiétude pour les Juifs traditionnels et culturels (54 % et 52 %) que pour les orthodoxes (23 %).

Il est important de rappeler que 90 % des participants orthodoxes résident en Europe de l'Ouest. Cependant, on trouve des preuves ici et plus loin dans ce rapport que la position orthodoxe sur le mariage mixte est devenue moins méfiante. Les Juifs orthodoxes restent le groupe au sein duquel le plus grand nombre de participants ont répondu que les mariages mixtes étaient *une menace très sérieuse*, mais ce pourcentage est descendu de 61 % en 2008 à 44 % en 2011, 31 % en 2015 et 30 % en 2018.

En tant que membre d'une communauté orthodoxe, je pense que nous devrions décourager les mariages mixtes. Cependant, puisque certains ont choisi une union mixte, nous devrions les encourager à intégrer la communauté (après une conversion en bonne et due forme).

*Dirigeant.e bénévole,
Pays-Bas, 53 ans.*

II. Problématiques internes aux communautés

Tensions confessionnelles

Les problématiques internes aux communautés ont tendance à se concentrer autour de différences religieuses ou idéologiques. Afin d'évaluer le contexte de ces problématiques, il nous faut garder à l'esprit le schéma général des affiliations des participants. Les participants sont plus ou moins équitablement répartis entre les diverses confessions : un tiers d'orthodoxes, un tiers de traditionnels, et tiers de non-affiliés. L'échantillon est aussi assez équitablement réparti entre ceux qui se considèrent comme religieux et ceux qui se considèrent comme laïcs.

On trouve diverses positions au sein des communautés par rapport à la politique nationale, à Israël, aux rabbins, au pluralisme religieux, et au rôle des institutions juives. Parfois, des groupes d'opinions différentes entrent en conflit, ce qui peut générer des tensions importantes. Les réseaux sociaux ont tendance à aggraver ces tensions. Dirigeant.e bénévole Italie, 55 ans.

À la question *dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ?*, la plupart des participants ont reporté un certain nombre de problèmes, mais l'évaluation générale des tensions dans le tableau 3 indique qu'elles diminuent depuis 2011. Cependant, la méfiance est de rigueur ici puisque l'équilibre national et régional s'est déplacé depuis 2011, et qu'une plus grande proportion des participants a fourni une réponse en 2018 par rapport à 2015 (96 % contre 83 %).

Tableau 3. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? » Comparaison 2018, 2015, 2011.

	2018	2015	2011
Pas de tension/tensions faibles	41 %	30 %	23 %
Réelles tensions mais gérables	37 %	40 %	47 %
Tensions très importantes	18 %	13 %	22 %
Je ne sais pas/sans opinion	4 %	17 %	9 %

Étonnamment, aucune différence confessionnelle par âge ni genre n'est apparue en lien avec les tensions confessionnelles. Les approches divergent en revanche parmi les Européens de l'Ouest, où les professionnels communautaires semblent légèrement plus sensibles à la question.

Statut et mariage mixte

On a posé aux participants cinq questions et propositions sur ces problématiques. Il a été demandé *Qui est juif ? Quelle devrait être la politique de la communauté sur le mariage mixte ? Sur les conversions non orthodoxes ? Comment évolueront les questions de statut ? Quelle devrait être la politique de la communauté sur l'enseignement inculqué aux enfants issus de mariages mixtes ?* Les réponses rapportées ci-dessous sont évidemment la somme des communautés européennes, et non celles d'une communauté en particulier. Cependant, elles fournissent une idée intéressante du sentiment actuel vis-à-vis de ces questions controversées, ainsi

que de la tendance des évolutions des points de vue sur certaines questions depuis 2008 (Figure 6).

Appartenance à la communauté

Les cinq propositions sur l'attribution du statut de Juif à évaluer de *tout à fait d'accord* à *pas du tout d'accord* s'étendaient d'une définition normative halakhique (selon la loi juive) à une approche sociologique ou d'autodéfinition. Les résultats de 2018 ne présentent que de très mineurs changements de quelques points de pourcentage par rapport aux études précédentes, souvent vers une inclusion plus libérale. Étant donné la nature controversée du statut du membre, ce sont les réponses *tout à fait d'accord* et *pas du tout d'accord* qui ont été reportées pour 2018.

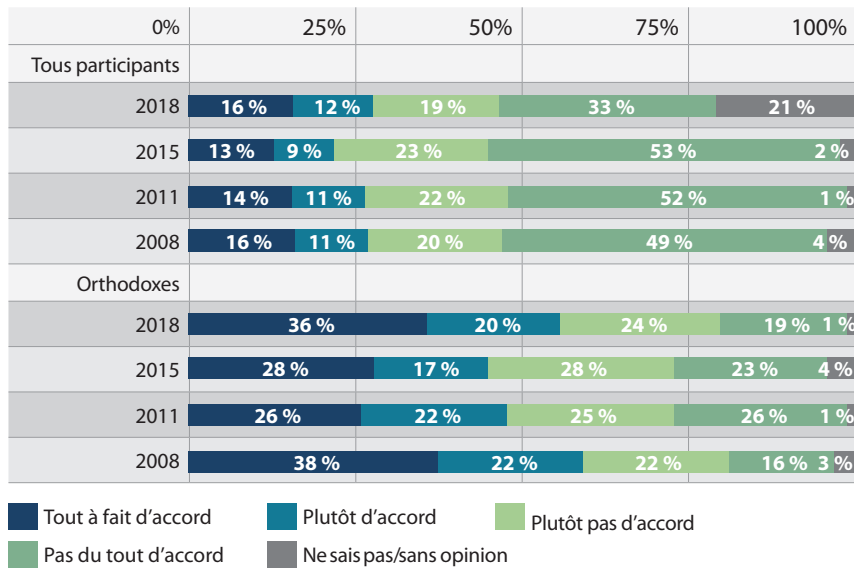
Le plus grand consensus se fait autour d'une politique pour accepter *toute personne convertie sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier, devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté*, qui totalise 50 % de *tout à fait d'accord* et 9 % de *pas du tout d'accord*. *Toute personne avec un père juif devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté* récolte 47 % de *tout à fait d'accord* et 14 % de *pas du tout d'accord*. La politique d'intégration de *toute personne avec au moins un des grands-parents juif* obtient 29 % de *tout à fait d'accord* et 24 % de *pas du tout d'accord*.

L'approche halakhique : *seuls ceux nés d'une mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe* ne rassemble que 20 % de *tout à fait d'accord* contre 41 % de *pas du tout d'accord*. La plus grande opposition se manifeste contre une politique d'intégration de *toute personne qui se considère comme Juif.ve*, avec 11 % de *tout à fait d'accord* contre 40 % de *pas du tout d'accord*.

Afin d'obtenir une opinion majoritaire, les réponses *plutôt d'accord* doivent être intégrées aux résultats. En les ajoutant, les critères d'intégration à la communauté les plus populaires sont la conversion *sous la supervision d'un rabbin, quel que soit son courant* (81 %), avoir un père juif (73 %) et un grand-parent (57 %).

Parmi tous les participants, les positions vis-à-vis de l'intégration à la communauté ont très peu changé entre 2008 et 2015 (Figure 6). Les résultats 2018 sont plus difficiles à interpréter à cause de l'augmentation du nombre de *ne sais pas*. En excluant les totaux, on observe un léger recul de l'approche libérale (63 %) par rapport aux études précédentes, où les participants avaient tendance à être légèrement plus en désaccord (69-74 %) avec la proposition : *seuls ceux nés de mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté*. De manière plus intéressante encore, la tendance au recul de l'approbation avec la position halakhique stricte au sein du groupe orthodoxe des enquêtes 2011 et 2015 est inversée en 2018. Les réponses orthodoxes de *plutôt pas* et *pas du tout d'accord* étaient de 60 % en 2008 et 56 % en 2018. Là encore, il est important de rappeler que l'équilibre national et le nombre de participants a changé entre les différentes enquêtes.

**Figure 6. « Seuls ceux nés d'une mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté. »
Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.**



Politique communautaire sur les mariages et couples mixtes

On a proposé huit approches de la question au jugement des participants. Un consensus apparaît sur la nécessité d'une politique puisque 71 % des participants s'opposent à ce que leur communauté reste neutre, c'est-à-dire qu'elle ne devrait pas avoir de politique sur les mariages mixtes. Les participants semblent différencier la notion civile d'appartenance à la communauté et les rituels religieux comme le mariage et la conversion. Ainsi, 71 % approuvent et seuls 29 % désapprouvent la proposition selon laquelle *les couples mixtes devraient pouvoir devenir membre de notre communauté*. La tendance à accepter l'intégration se confirme avec 90 % de désaccord avec la proposition *je soutiens fermement l'interdiction faite aux couples mixtes de devenir membre de notre communauté*.

En n'offrant pas de place, d'espace de réflexion ou d'engagement aux enfants de couples mixtes, ils sont condamnés à s'éloigner de la communauté juive institutionnelle, ce qui ne fait qu'en isoler davantage les membres et favoriser un bloc monolithique. Professionnel.le communautaire, France, 25 ans.

Dans les pays postcommunistes, dans les petites communautés surtout, le taux de mariages mixtes est très élevé. Encourager les familles à redécouvrir le judaïsme et à se reconnecter avec leur héritage juif est, selon moi, une étape positive et importante de la revitalisation de la vie juive. Dirigeant.e bénévole, Slovaquie, 39 ans.

En conséquence, 86 % sont d'accord avec la communauté devrait mettre en place des espaces ou des programmes adéquats pour mieux intégrer les familles mixtes. C'est probablement parce que 80 % soutiennent qu'*inclure les familles mixtes dans la vie communautaire est un facteur essentiel pour la survie de notre communauté*. L'opinion la plus répandue, avec 91 % d'accord, est que *tous les enfants de couples mixtes, qu'ils soient de mère ou de père juif, devraient être admis en école juive*.

Ce qui est étonnant au vu des résultats ci-dessous et du poids de l'échantillon orthodoxe qui soutient la *Halakha*.

On note une division au sujet du mariage mixte en soi, avec une majorité de 53 % de désaccord avec la proposition *les couples mixtes devraient avoir le droit de célébrer un mariage juif dans notre communauté*, alors que 47 % en soutiennent l'idée. Une rupture similaire apparaît autour de *les époux.ses non juif.ve.s devraient être activement encouragé.e.s à se convertir au judaïsme* avec 47 % de soutien à l'idée mais 53 % d'opposition.

Conversions non-orthodoxes

Les participants se sont vus proposer cinq approches de la politique communautaire vis-à-vis des conversions non orthodoxes. La proposition de *n'accepter que les conversions orthodoxes* remporte le soutien de 31 % des participants, mais une majorité de 69 % s'y oppose (dont 40 % fermement). En ce qui concerne la *tolérance des conversions non orthodoxes avec encouragement systématique*

Notre communauté a une structure orthodoxe. La synagogue n'est pas distincte de la communauté. Cependant, la culture de la communauté doit être inclusive et restreindre la Halakha. Je crois fermement qu'une communauté orthodoxe est possible avec une culture généreuse et inclusive. Dirigeant.e bénévole, Danemark, 32 ans.

des personnes envisageant la conversion à effectuer une conversion orthodoxe et à vivre selon le mode de vie juif orthodoxe, 58 % s'y opposent et 42 % approuvent. Étant donné que 33 % des participants sont orthodoxes, le schéma des réponses aux deux propositions était probablement prévisible. Cependant, le point de vue non orthodoxe est plus susceptible de remporter un fort désaccord que l'orthodoxe une forte approbation.

L'option inclusive *d'encourager activement les conversions non orthodoxes et d'accepter systématiquement les personnes de conversion non orthodoxe comme membres entiers de la communauté* reçoit 58 % de soutien, mais 42 % de désaccord. La politique strictement exclusive ne reçoit que peu de soutien auprès d'une vaste majorité de participants : *décourager activement les conversions non orthodoxes et défendre aux personnes de conversion non-orthodoxe d'intégrer la communauté* (84 % tout à fait/plutôt pas d'accord). Étonnamment, malgré le report des profils des participants pour les options également proposées en 2015 et 2011, les résultats étaient presque exactement les mêmes, ce qui suggère que les opinions sont bien ancrées sur cette question. Étant donné le fort sentiment des communautés sur cette question controversée, il n'est pas surprenant qu'une majorité de 62 % approuve la proposition de *rester neutre, c'est-à-dire ne pas avoir de politique sur les conversions non-orthodoxes*.

Attentes au sujet des questions de statut identitaire juif

Être Juif ne se limite pas à avoir une mère juive : bien que ce soit un critère valable selon la loi juive, il devrait être permis de le réinterpréter. Dirigeant.e bénévole, Italie, 65 ans.

On a demandé aux participants s'ils s'attendaient à ce que les problèmes de statut identitaire juif dans leur communauté s'aggravent dans les 5 à 10 prochaines années.

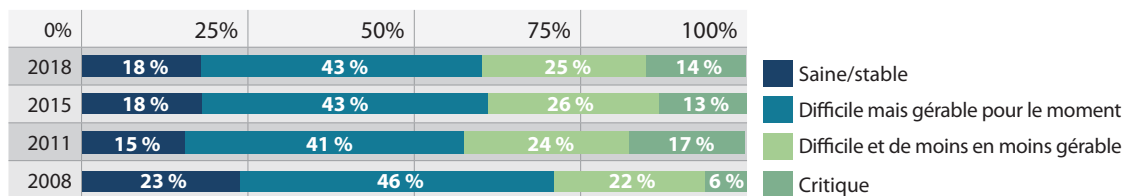
La plupart sont pessimistes puisque 37 % s'attendent à une aggravation et 15 % pensent qu'ils *constitueront un danger pour la continuité de la communauté juive existante*. Bien que le pessimisme se soient atténué depuis 2011, où il rassemblait 56 %, l'optimisme ne rassemble que 9 % des réponses estimant que ces questions deviendront moins problématiques (9 % en 2015 et 10 % en 2011). Le dernier tiers des participants s'attendent à peu de changement.

On remarque qu'il y a peu de différences statistiques majeures dans l'évaluation du problème osé par la question du statut identitaire juif par les professionnels ou responsables bénévoles de la communauté, par génération ou courant. Cependant, on note une différence régionale suggérant que le problème est de plus grande ampleur au sein des communautés d'Europe de l'Ouest, puisque 58 % des Européens de l'Ouest choisissent les deux options pessimistes contre 44 % seulement des Européens de l'Est.

III. Situation financière et financement

L'évaluation générale de la position financière actuelle des communautés varie considérablement mais le schéma général a peu changé depuis 2011 (Figure 7). Malgré une légère amélioration depuis 2011, la situation n'est pas revenue à son état d'avant la récession de 2008-2010. La plupart des participants de 2018, comme de 2015, voient la situation financière de leur communauté comme *difficile mais gérable pour le moment* (43 %), et certains *difficile et de moins en moins gérable* (25 %). Tandis que 18 % la considèrent comme *saine*, 14 % l'estiment *critique*. Les participants d'Europe de l'Est sont plus prompts à répondre que leur situation financière est *saine* ou *stable* que ceux d'Europe de l'Ouest.

Figure 7. « Comment décririez-vous, à l'heure actuelle, la situation financière générale de votre communauté ? » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.



Les attentes pour les 5 à 10 prochaines années tendent à être assez pessimistes : 49 % pensent que la situation financière de la communauté va *se détériorer légèrement* ou *considérablement* et 18 % seulement pensent qu'elle va *s'améliorer légèrement* ou *considérablement*. De façon assez intéressante, on constate des différences régionales autour des attentes, puisque 56 % des Européens de l'Ouest choisissent les options pessimistes, contre 37 % à l'Est. On observe également une légère tendance des dirigeants bénévoles (53 %) à être plus pessimistes sur leurs finances que les professionnels (46 %) ou autres membres (42 %) de la communauté.

IV. Sûreté, sécurité et émigration

Le début du XXI^e siècle a été marqué par une série d'attaques terroristes contre les communautés juives d'Europe de l'Ouest, comme l'école juive de Toulouse, en France en 2012, le Musée juif de Bruxelles en 2014, un supermarché kasher de Paris et une synagogue de Copenhague, au Danemark, en 2015. Il a été demandé aux participants *dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ?* Étonnamment, l'évaluation globale de la sécurité a très peu évolué depuis 2011 et la plupart des dirigeants juifs européens se sentent en sécurité en 2018, puisque 20 % déclarent se sentir *très sûr* et 63 % *plutôt sûr*. Seuls 13 % se sentent *plutôt pas sûr* et 4 % seulement *pas sûr du tout*. On peut présumer que le sentiment de sécurité de la majorité reflète la confiance qu'ils ont dans les mesures de sécurité supplémentaires mises en place par les autorités nationales (voir plus bas).

Sûreté personnelle

Cependant, ces enquêtes révèlent la croissance d'un malaise au sujet de la sûreté, et le nombre de personnes se sentant très sûr dans leur ville a chuté de 13 % depuis 2008, bien que la réponse *plutôt sûr* soit restée constante. L'inquiétude est assez répandue puisqu'il n'y avait pas de différence statistique notable dans les réponses à cette question entre ou au sein des groupes sociodémographiques (âge, genre), courant ou poste dans la communauté. Le fait que les Juifs « visibles » en public, comme les orthodoxes, ne se sentent pas plus vulnérables, mérite d'être relevé.

C'est l'émergence de fortes différences régionales qui frappe le plus. Alors que 96 % des participants de l'Est se sentent en sécurité dans leur ville, 76 % seulement de ceux qui vivent à l'Ouest l'affirment aussi. D'autre part, près d'un habitant d'Europe de l'Ouest sur quatre (24 %) se sent en insécurité dans sa ville, contre 4 % seulement en Europe de l'Est. Cette différence régionale, palpable partout dans cette étude, est remarquable et revêt une signification historique pour les Juifs en Europe. Il s'agit d'un renversement de situation dans la mesure où l'Ouest était considéré depuis plus de deux siècles comme plus accueillant et plus sûr pour les Juifs que l'Est.

Attentes au sujet de l'antisémitisme

Interrogés sur les changements attendus au cours des 5 à 10 prochaines années dans la fréquence ou les circonstances des problèmes liés à l'antisémitisme, la tendance était au pessimisme, puisque 22 % s'attendent à une augmentation *considérable*, et 47 % à une augmentation *légère*. 26 % s'attendent à ce que l'antisémitisme *reste constant*. Une toute petite minorité de 4 % s'attend à ce qu'il *diminue légèrement* ou *considérablement*. Ces résultats sont presque exactement les mêmes qu'en 2015. À nouveau, les participants étaient unanimes indépendamment du groupe sociodémographique. Cependant, une différence régionale majeure apparaît sur les attentes vis-à-vis de l'antisémitisme croissant, puisque les participants d'Europe de l'Ouest sont considérablement plus pessimistes (75 %) que ceux d'Europe de l'Est (56 %).

Réponse gouvernementale

Il a été demandé aux participants : *d'après vous, le gouvernement de votre pays répond-il correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives ?* Trois sur quatre participants pensent que leur gouvernement répond aux impératifs de sécurité ; *oui, tout à fait* 29 %, *oui, probablement* 45 %. Seuls 7 % répondent *non, certainement pas* et 19 % *non, probablement pas*. Encore une fois, aucune variation par sous-groupe n'apparaît, cependant il n'en émerge pas de régionale non plus sur cette question.

Initiatives dans l'Union européenne

Il a été demandé aux participants : *avez-vous connaissance de mesures spécifiques prises par l'Union européenne pour prévenir ou combattre l'antisémitisme ?* Seule une minorité de 42 % a répondu *oui*, et 57 % *non*. Les professionnels communautaires n'étaient pas mieux informés que les dirigeants bénévoles. Les plus jeunes participants sont mieux informés (52 % de *oui*). Il semble que les détails des initiatives européennes soit méconnus : *législation* (19 %), *coordinateur de la lutte contre l'antisémitisme* (19 %) et *les discours de haine* (17 %).

Préparation aux situations d'urgence

Il a été demandé aux participants : *dans quelle mesure votre communauté est-elle prête à affronter une situation d'urgence ?* Les réponses sont très variables. 35 % considèrent être *plutôt à tout à fait prêts*, 39 % *moyennement prêts*, 18 % *peu prêts*, tandis que 8 % considèrent que leur communauté n'est *pas prête du tout*. Les dirigeants et professionnels suivent des schémas de réponse similaires, mais les plus jeunes participants étaient légèrement moins assurés de la préparation de la communauté.

Émigration

Deux questions différentes ont été posées au sujet de l'émigration. La première était personnelle et spécifique, la seconde concernait la population juive générale du pays des participants. La question personnelle était : *au cours des 5 dernières années, avez-vous envisagé de quitter votre pays car vous ne vous y sentez pas en sécurité en tant que Juif ?*³ La grande majorité (76 %) n'avait pas envisagé d'émigrer. Seuls 3 % s'y étaient *activement préparés* et 19 % *avaient envisagé d'émigrer mais ne l'avaient pas encore fait*. De façon intéressante, les jeunes étaient plus susceptibles de rejeter l'émigration (81 %) que les plus vieux (74 %). À ce sujet, les participants d'âge moyen étaient légèrement plus susceptibles d'envisager l'émigration que les deux autres groupes d'âge (25 %).

Les 22 % ayant répondu qu'ils se préparaient ou envisageaient d'émigrer se sont ensuite vus poser la question : *pour quel pays ?* Les deux tiers (67 %) indiquent Israël, 15 % un autre pays européen et 15 % l'Amérique du Nord. Le choix de la destination varie considérablement selon la tranche d'âge. Israël a la faveur de 78 % des plus âgés contre seulement 24 %

³ Cette question a été volontairement retirée de la seconde étude FRA sur la discrimination et les crimes de haine antisémite afin d'obtenir une perspective comparative.



des plus jeunes, qui préfèrent un autre pays européen (36 %) ou l'Amérique du Nord (36 %). Ces chiffres laissent présupposer qu'Israël représente davantage un choix de retraite. L'idée d'*Aliyah* des plus anciens est probablement renforcée par leur plus haut degré de sionisme (voir plus bas) et leur plus grande inquiétude vis-à-vis de l'antisémitisme (voir plus haut). Les Juifs orthodoxes (77 %) sont plus susceptibles de choisir Israël que les Juifs culturels (53 %), et plus motivés à chercher *une vie communautaire plus riche*. On trouve également des disparités régionales. Israël est le choix de 72 % des participants d'Europe de l'Ouest contre 29 % des participants de l'Est, sachant qu'il faut garder à l'esprit que les participants de l'Est sont généralement plus jeunes et donc moins susceptibles d'être orthodoxes.

La question *prévoyez-vous une hausse de l'émigration juive dans votre pays ?* divise l'échantillon avec 48 % de *non*, 43 % de *oui, limitée* et 9 % de *oui, significative*. On a ensuite demandé à ceux qui ont répondu *oui* ce qu'étaient, selon eux, *les principales raisons pour lesquelles les Juifs émigrent ?* Aucune raison souveraine n'émerge des résultats, mais *l'antisémitisme* mène avec 22 %. Les autres réponses possibles étaient *la recherche d'une vie communautaire plus riche* (17 %), *la recherche de meilleures opportunités professionnelles* (17 %) et *des raisons financières* (16 %). Tandis que les participants les plus jeunes et d'âge moyen justifient l'émigration assez équitablement par toutes les raisons proposées, l'antisémitisme est de loin la motivation principale des émigrants potentiels les plus âgés.

L'estimation de la destination favorite des Juifs locaux par les participants est généralement différente de leur propre choix. Alors que 22 % n'ont pas fourni de réponse, 33 % pensent que ce serait Israël, 25 % l'Amérique du Nord, 17 % un autre pays européen, et 3 % d'autres pays. Leurs moindres attentes au sujet de l'*Aliyah* au sein de leur communauté, comparées aux leurs propres, suggèrent que les dirigeants ne croient pas que le Juif moyen soit aussi sioniste qu'eux-mêmes. Les participants de l'Est pensent plus facilement que les émigrants de leur communauté préféreraient l'Europe et l'Amérique du Nord, tandis que ceux de l'Ouest pensent qu'Israël est la population potentielle la plus probable. Les dirigeants et professionnels juifs adoptent une fois encore les mêmes types de réponse.

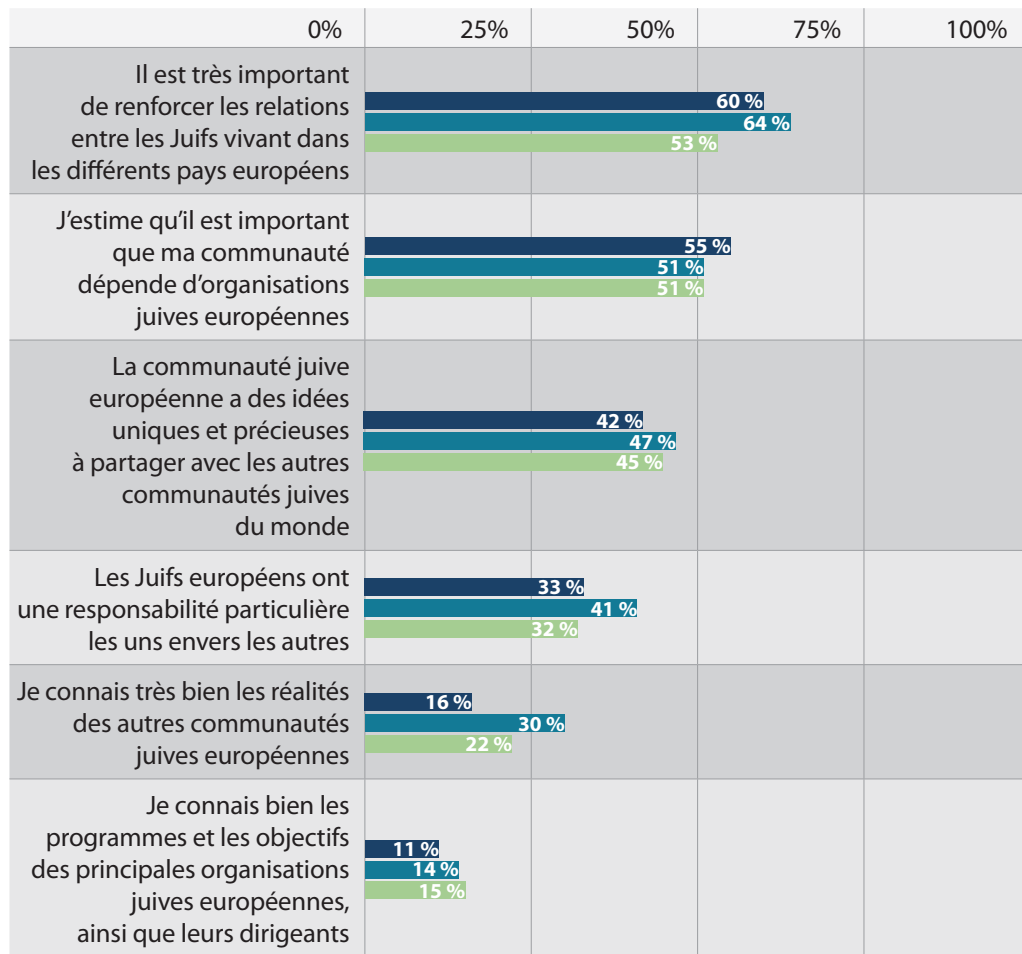
V. Europe

On a présenté aux participants sept propositions sur leur position vis-à-vis de l'Europe et des communautés juives en Europe. Le classement de *tout à fait d'accord* avec les propositions est très similaire au reste du sondage, comme le montre la figure 8.

Cependant, à la fois en tant que projet juif et projet politique général, l'Europe est très populaire. Toutes les propositions ont reçu une majorité de soutien, avec une tendance plus forte pour le *plutôt d'accord*. C'est pourquoi, afin d'obtenir une analyse plus différentielle, nous nous concentrons sur les réponses *tout à fait d'accord*.

En 2018, la proposition qui retient le plus - et de plus en plus - de *tout à fait d'accord* est liée à l'unité juive : *il est très important de renforcer les relations entre les Juifs vivant dans les différents pays européens* (60 %). Vient ensuite *j'estime qu'il est important que ma communauté dépende d'organisations juives européennes* (55 %). Les participants vivant à l'Est sont plus souvent d'accord que ceux vivant à l'Ouest, ce qui correspond à la tendance du taux de réponse général de l'enquête par région, qui est plus élevé à l'Est.

Figure 8. Comparaison des réponses de 2018, 2015 et 2011 aux énoncés sur les communautés juives européennes, en tout à fait d'accord (en pourcentages).



■ Tout à fait d'accord 2018 ■ Tout à fait d'accord 2015 ■ Tout à fait d'accord 2011

La solidarité juive et l'identité juive européenne reçoivent également beaucoup de soutien : *la communauté juive européenne a des idées uniques et précieuses à partager avec les autres communautés juives du monde* (42 % *tout à fait d'accord*). On observe depuis 2015 un affaiblissement du sentiment que les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres (33 % *tout à fait d'accord*).

La plupart des participants admettent que leur familiarité avec et leur connaissance des communautés et organisations juives d'autres pays est faible, et s'est même réduite depuis 2011 : *je connais très bien les réalités des autres communautés juives européennes* (16 % contre 22 % de *tout à fait d'accord*). En outre, peu estiment qu'*ils connaissent bien les programmes et les objectifs des principales organisations juives européennes, ainsi que leurs* (11 % *tout à fait d'accord*). Pour cette question, en ajoutant *les plutôt d'accord*, les dirigeants bénévoles déclarent y être plus familiers que les professionnels (54 % contre 37 %).

Optimisme à propos de l'avenir

On a posé aux participants deux questions afin de mesurer le degré d'optimisme vis-à-vis de l'avenir des communautés juives d'Europe et du projet européen lui-même. Ces questions sont : *Je suis optimiste quant à l'avenir de l'Europe et l'avenir des communautés juives européennes est dynamique et positif*. Au sujet de l'avenir du projet européen, les Juifs d'Europe semblent divisés presque équitablement entre optimistes (*tout à fait/plutôt d'accord* 49 %) et pessimistes (*tout à fait/plutôt d'accord* 51 %). Il y a plus d'optimisme à l'Est (61 %) qu'à l'Ouest (44 %). Les jeunes (60 %) sont plus *optimistes* que le groupe d'âge moyen (43 %) et des plus âgés (47 %).

De la même manière, la proposition *l'avenir des communautés juives européennes est dynamique et positif* obtient 49 % de *tout à fait/plutôt d'accord*. Là encore, il y a plus d'optimisme à l'Est (58 %) qu'à l'Ouest (45 %). Les plus jeunes groupes (65 %) sont plus *optimistes* que le groupe d'âge moyen (51 %) et des plus âgés (43 %).

Étant donné les incertitudes sociales et politiques de l'Europe actuellement, ces pourcentages révèlent un relatif sentiment de confiance, bien que modéré. Pourtant, comparés aux autres Européens, les dirigeants juifs sont plus pessimistes. Selon le dernier sondage Eurobaromètre, 56 % des Européens montrent de l'optimisme envers l'EU⁴. Ceci explique l'écart de 10 % d'*optimisme* entre les Européens et les dirigeants juifs européens.

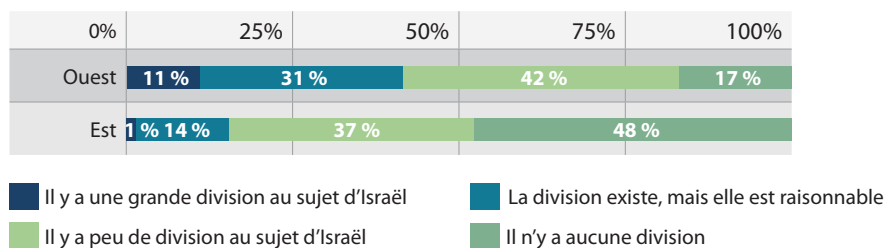
⁴ « Un printemps européen ? La dernière enquête Eurobaromètre standard montre un regain d'optimisme », Commission européenne, août 2017. [https://ec.europa.eu/malta/news/euro-pean-spring-latest-standard-eurobarometer-shows-optimism-rise_en]

VI. Israël

La relation avec l'État et le peuple d'Israël est très importante pour les communautés européennes. Cependant, cette relation est devenue plus problématique et controversée ces dernières années, depuis que les événements au Moyen-Orient ont trouvé écho dans toute l'Europe. Les politiques du gouvernement d'Israël sur les questions religieuses juives, ainsi que les questions de paix et de sécurité sont controversées. Certains déclarent même qu'Israël polarisent les communautés juives et engendre une partie de l'antisémitisme qui, nous l'avons vu, a un effet de plus en plus néfaste sur les communautés.

Afin de mesurer la situation, on a demandé aux participants *dans quelle mesure ils ressentent qu'il y a une division au sujet d'Israël dans leur communauté aujourd'hui*. Globalement, seulement 7 % ont répondu une grande division, tandis que 26 % ne font état d'aucune division. Les seules différences notables entre les sous-groupes sont régionales. Comme en 2015, les Européens de l'Ouest estiment que les divisions au sein de la communauté (Figure 9) sont bien davantage un problème que les dirigeants de l'Est, puisque 11 % déclarent qu'il existe une grande division au sujet d'Israël dans les communautés d'Europe de l'Ouest, contre 1 % à l'Est. À l'inverse, 47 % des participants d'Europe de l'Est ne font état d'aucune division contre 17 % seulement à l'Ouest.

Figure 9. « Dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ? » Ouest contre Est 2018.



Bien que les questions au sujet d'Israël soient considérées comme contentieuses, il y a un fort consensus autour du besoin de créer de l'espace pour un débat politique autour d'Israël au sein des communautés. C'est un sujet sur lequel les communautés elles-mêmes ont autorité. L'enquête renouvelle les conclusions de 2011 et 2015 montrant un accord indiscutable (49 % *tout à fait d'accord* et 35 % *plutôt d'accord*) sur le fait que *les communautés juives devraient offrir l'opportunité à leurs membres de partager différentes opinions sur Israël et sa politique*. On note également un fort consensus de 83 % sur le fait que *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays* (43 % *tout à fait d'accord* et 40 % *plutôt d'accord*). Cette observation peut être liée aux 73 % d'accord avec la proposition : *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël*. Bien qu'ici aussi une division régionale se manifeste entre les 88 % des participants de l'Ouest qui considèrent les médias comme hostiles et les 36 % seulement de l'Est. Les quatre enquêtes permettent de suivre les tendances parmi les Juifs européens selon cinq approches d'Israël dans le Tableau 4.

Le Tableau 4 montre que les positions vis-à-vis d'Israël sont stables et que le schéma de réponses n'a que peu changé entre les enquêtes 2008 et 2018. Les 78 % d'approbation de 2018 témoignent d'une position ferme (44 % *tout à fait d'accord*, 34 % *plutôt d'accord*) au sujet de la proposition : *on peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël*.

Paradoxalement, la proposition *Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* reçoit une forte approbation, et connaît même une augmentation à 84 % (49 % tout à fait et 35 % plutôt d'accord).

Tableau 4. « Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou non avec les affirmations suivantes sur Israël ? » Comparaison 2018, 2015, 2011 et 2008.

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas/sans opinion
Tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël					
2018	42 %	41 %	11 %	4 %	2 %
2015	51 %	31 %	11 %	4 %	3 %
2011	41 %	38 %	13 %	5 %	3 %
2008	51 %	31 %	11 %	4 %	3 %
On peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël					
2018	44 %	34 %	16 %	5 %	2 %
2015	49 %	32 %	12 %	4 %	3 %
2011	46 %	35 %	12 %	4 %	3 %
2008	51 %	26 %	14 %	4 %	5 %
Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe					
2018	49 %	35 %	13 %	2 %	2 %
2015	41 %	38 %	16 %	3 %	2 %
2011	40 %	38 %	16 %	3 %	2 %
2008	37 %	34 %	21 %	5 %	4 %
J'ai parfois (je n'ai jamais) honte des actions du gouvernement israélien					
2018	25 %	28 %	25 %	18 %	4 %
2015	16 %	35 %	26 %	19 %	2 %
2011	16 %	31 %	29 %	21 %	3 %
2008	12 %	35 %	26 %	23 %	5 %
Mon soutien à Israël est sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement					
2018	36 %	32 %	19 %	11 %	2 %
2015	28 %	28 %	26 %	15 %	3 %
2011	20 %	35 %	25 %	17 %	3 %
2008	30 %	31 %	19 %	15 %	6 %

La substance de l'opinion générale sur les questions politiques révèle une majorité proisraélienne, mais les degrés de soutien et de critique varient considérablement selon le contexte et la terminologie proposés. 83 % valident la proposition *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël*. Les divisions persistent autour de l'énoncé *mon soutien à Israël est sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement* (tout à fait d'accord 37 %, plutôt d'accord 32 %, plutôt pas d'accord 19 %, pas du tout d'accord 11 %). La principale cassure se retrouve autour de l'énoncé le plus provocateur : *j'ai parfois honte des actions du gouvernement israélien*.

Afin de préserver la cohérence, cet énoncé a été inversé dans le Tableau 4, dans lequel 53 % des participants désapprouvent (25 % *pas du tout d'accord*). D'autre part, 43 % prennent une posture critique et approuvent (18 % *tout à fait d'accord*). Mais même sur cette question, on note une grande stabilité dans la somme des opinions sur la période 2008-2018.

En ce qui concerne la relation entre les caractéristiques des participants et leur opinion sur les questions liées à Israël, l'analyse statistique indique que le facteur âge est important, puisque les plus jeunes sont des supporteurs d'Israël légèrement moins enthousiastes que les plus âgés. Il en va de même entre les professionnels et dirigeants. Le genre ne laisse pas transparaître de différences de réactions aux diverses propositions sur Israël. La seule exception concerne le fait que les femmes approuvent plus que les hommes l'énoncé *j'ai parfois honte des actions du gouvernement Israélien* (54 % contre 36 %).

L'attitude de tous les courants vis-à-vis du soutien à Israël révèle un consensus positif clair en faveur de l'État juif. Les orthodoxes ont une légère tendance à offrir un soutien plus ferme et à être moins critique. Les Juifs orthodoxes sont plus susceptibles d'apporter un soutien inconditionnel à Israël *quelles que soient les actions de son gouvernement* (82 %) par rapport aux Juifs traditionnels (75 %) ou culturels (62 %). Les Juifs orthodoxes (29 %) sont également moins susceptibles d'éprouver de la honte que les Juifs culturels (41 %) et beaucoup moins que les Juifs traditionnels, dont une majorité de 59 % ont parfois honte du comportement d'Israël. Les Juifs culturels semblent plus divisés que les deux autres groupes, dans la mesure où ils présentent plus de membres qui sont *tout à fait* ou *pas du tout d'accord* avec l'énoncé sur la honte du comportement d'Israël. Une fois de plus, la plus grande différence, et la plus révélatrice, est régionale, puisque les Européens de l'Ouest tendent à être plus certains que les Européens de l'Est qu'ils peuvent être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël (85 % contre 59 %).

Au sujet de questions spécifiques à l'environnement local et concernant Israël, une divergence grandissante se manifeste au fil du temps entre les régions, bien que les directions prises par les tendances soient assez similaires. L'une des raisons pour lesquelles les Européens de l'Ouest sont plus susceptibles d'avoir *honte des actions du gouvernement Israélien* est probablement liée à l'impact local des médias et des événements en Israël. À l'inverse, les Juifs d'Europe de l'Est dénoncent une moindre hostilité des médias et moins d'antisémitisme lié à Israël. L'énoncé *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël* a obtenu un score bien plus élevé à l'Ouest qu'à l'Est (88 % contre 36 %), et l'écart était particulièrement important sur le plus haut classement (*tout à fait d'accord*) pour l'énoncé *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays* (53 % à l'Ouest contre 18 % à l'Est).

VII. Développement de la communauté : processus décisionnels, direction et changement

Processus décisionnels & planification pour l'avenir

La diversité des tailles des communautés et des situations que les participants rapportent rend toute évaluation globale de l'organisation des communautés assez impressionniste et difficile à interpréter. Cependant, un point de vue macro apporte des informations intéressantes dans la mesure où ses observations révèlent les tendances européennes. Une des principales inquiétudes révélées à la fois par les opinions exprimées sur les priorités communautaires et les menaces consiste en la nécessité d'améliorer le recrutement et le rayonnement afin de maximiser l'engagement du public juif.

On reconnaît qu'une plus grande transparence et ouverture pourrait favoriser la participation communautaire. On a d'abord demandé aux participants, sur une échelle de 1 à 10, *dans quelle mesure le processus décisionnel de votre institution est-il participatif ?* 23 % des participants ont indiqué un fort taux de participation à 9/10, et les deux-tiers (68 %) ont donné une évaluation positive (6-10) de leur organisation. 84 % ont indiqué que des assemblées et sessions plénières régulières avaient bien lieu. Le niveau de participation des membres varie : plus de 60 % des membres se sont rendu à 37 % des assemblées, 21 % à la moitié, tandis que 24 % indiquent une participation de moins de 20 %.

À la question *votre institution a-t-elle établi une quelconque planification stratégique pour les années à venir ?*, 47 % ont répondu *oui* et 19 % *non*. La planification stratégique semble être assez populaire puisqu'un tiers des participants (34 %) déclarent *y travailler actuellement*.

Un schéma assez similaire se forme autour des plans de succession de la direction pour les années à venir. Une majorité rapportent que leur organisation y travaille, avec 29 % de *oui* et 31 % de *nous y travaillons actuellement*. Cependant, cela suggère que 41 % des organisations juives européennes n'ont aucun plan de succession de la direction. Il n'y a pas de continuité sans engagement des jeunes. Parmi les questions qui ont été posées sur les programmes pour les jeunes adultes (18-40 ans), on a demandé aux participants si leur communauté disposait de programmes de leadership pour ce groupe démographique, et 37 % ont répondu par l'affirmative. Concernant *l'importance accordée à l'engagement des jeunes adultes juifs dans les plans et politiques de la communauté*, 20 % des participants ont répondu qu'elle était *grande* (10), tandis que le score global atteint la note honorable de 6-7.

Qualité de la direction professionnelle et bénévole au sein des communautés juives d'Europe

On a demandé aux participants d'évaluer *la qualité générale* des dirigeants bénévoles et professionnels de leur communauté sur une échelle de 1 à 5, de *très faible* à *très fort*. Cet exercice consiste finalement en une auto-évaluation, puisque les évaluateurs sont eux-mêmes la direction professionnelle et bénévole de leur communauté. Cependant, il faut garder à l'esprit que l'échantillon est biaisé, dans la mesure où davantage de dirigeants bénévoles que de professionnels ont répondu. On leur a présenté 6 propositions sur les dirigeants bénévoles et professionnels, présentés dans le Tableau 5.

Tableau 5. Évaluation de la qualité générale des professionnels communautaires de votre communauté sur des sujets basiques. En pourcentages de très fort.

	Bénévoles	Professionnels
Comprennent les besoins de la communauté	24 %	24 %
Connaissent bien le judaïsme	26 %	16 %
Ont des compétences en management des organisations à but non lucratif	15 %	14 %
Ont des compétences financières	19 %	11 %
Ont des compétences politiques	15 %	7 %
Ont une idée précise de ce que doit être la communauté juive du futur	12 %	10 %

Les scores concernant la compréhension des *besoins de la communauté*, qui constitue la plus grande qualité, sont exactement les mêmes. Ils sont également similaires pour les *compétences en management des organisations à but non lucratif*, ainsi que pour la plus faible, *l'idée précise de ce que doit être la communauté juive du futur*. Les participants estiment que les professionnels sont moins capables que les bénévoles sur les questions de *judaïsme*, de *compétences financières* et de *compétences politiques*.

Je pense qu'une durée de mandat pour les postes et fonctions de la communauté serait un bon début pour raviver la direction de la communauté. Les bénévoles les plus âgés pourraient occuper des rôles de conseillers, ou de consultants, et guider les jeunes Juifs aux postes de direction.
Dirigeant.e bénévole, Turquie, 57 ans.

Parmi les propositions spécifiques aux dirigeants bénévoles figurent également des *compétences collaboratives* (19 % très fort), *une idée précise de ce que doit être la communauté juive du futur* (18 %), le fait qu'ils *peuvent servir de modèle aux autres membres* (17 %), *connaissent les organisations à but non lucratif* (15 %).

La seule proposition spécifique aux professionnels, *pourraient-ils réussir à l'extérieur de la communauté juive*, obtient 17 % de très fort.

Ceci mène à une autre question : *en comparant les salaires, à responsabilités égales, avec ceux pratiqués en dehors des institutions juives, les professionnels travaillant pour votre communauté sont-ils suffisamment payés ?* Peut-être sans surprise, 18 % indiquent *je ne sais pas/sans opinion*. Le reste des réponses indique une division entre 53 % de *oui* et 47 % de *non*.

Nous devons offrir plus de formations et d'opportunités de collaboration entre les dirigeants bénévoles, surtout entre bénévoles de pays différents, pour échanger des idées et les cultiver. Former les femmes à l'autonomisation et leur permettre de prendre la place qu'elles méritent au sein des directions communautaires.
Dirigeant.e bénévole, Bosnie-Herzégovine, 52 ans.

Âge, genre, courant et région n'importent pas pour ces chiffres, mais l'analyse poussée des réponses séparées des dirigeants bénévoles et professionnels montre que chaque groupe note mieux les compétences de son propre groupe d'environ 10 points que sur la plupart des propositions. Il en était de même en 2015. Sans surprise, l'écart le plus flagrant concerne l'épanouissement professionnel en dehors des institutions et la question du salaire professionnel.

Pour les scores de 4 à 5, 65 % des professionnels – contre 43 % seulement des laïcs – pensent que les professionnels pourraient réussir en dehors de la communauté juive. Logiquement, il n'est pas surprenant que 58 % des dirigeants bénévoles estiment que les professionnels sont correctement payés, contre 42 % des professionnels eux-mêmes. Cette estimation suggère que la rémunération pourrait être un des facteurs sous-jacents aux tensions et à la qualité du personnel dans certaines communautés.

Initiatives communautaires

On a demandé aux participants d'indiquer s'ils étaient d'accord avec ces six propositions about concernant les initiatives dans leur communauté - Tableau 6.

Tableau 6. Accord (en pourcentages, *tout à fait d'accord/plutôt d'accord*) avec les initiatives de la communauté.

La plupart des nouvelles initiatives créées au sein de votre communauté sont initiées par des organisations juives déjà existantes	79 %
Je trouve positif que la vie juive s'épanouisse en dehors des institutions juives les plus établies	76 %
La plupart des initiatives lancées dans notre communauté sont impulsées par des organisations indépendantes et/ou des entrepreneurs juifs	37 %
La plupart des nouvelles initiatives créées au sein de votre communauté sont initiées par des agences et des fondations juives privées de l'étranger	22 %
La plupart des nouvelles initiatives créées au sein de votre communauté sont initiées à l'extérieur de toutes structures ou organisations juives déjà existantes	21 %
Les nouvelles initiatives menées en dehors des institutions les plus établies fragilisent la communauté juive	19 %

Un consensus raisonnable semble apparaître sur ces questions. Les participants semblent recevoir les nouvelles idées avec bienveillance, sans défense ni exclusion. Pourtant, il semble que la plupart des nouvelles initiatives au sein des communautés européennes émanent d'organisations existantes. Cependant, les plus jeunes sont plus ouverts que les plus âgés aux idées qui se développent en dehors des organisations existantes (jeunes 89 %, âge moyen 81 %, vieux 71 %). On note un changement depuis 2015 : la disparition des différences régionales, surtout au sujet de l'intervention de fondations et agences étrangères.

Jeunes adultes

Une série de questions concernait les *points de contact pour l'engagement des jeunes adultes* (18-40 ans) au sein des communautés. On a demandé aux participants de noter toutes les réponses applicables à leur communauté. Le Tableau 7 présente les résultats de l'échantillon total et pour le sous-groupe des jeunes adultes (N = 114). Bien entendu, puisque la question les concerne, les jeunes adultes la connaissent mieux et ont apporté des réponses plus précises et détaillées. Cependant, les classements généraux ne sont pas si différents. L'échantillon total,

qui comprend bien plus de dirigeants plus âgés, semble considérer les synagogues comme plus importantes, tandis que les jeunes eux-mêmes favorisent les programmes de leadership et rassemblements internationaux comme points de contact.

Même les jeunes Juifs qui étaient très actifs au sein de la communauté autour de 18 ans n'y ont plus de place passé cet âge. La communauté leur propose des programmes, mais cela implique qu'ils ne peuvent pas décider de la vie communautaire. Les jeunes dirigeants impliqués dans les processus de décision peuvent parler au nom de leur tranche d'âge et s'assurer que leur voix soit entendue, qu'ils intègrent la communauté et y soient chez eux. Si la voix des jeunes Juifs n'est pas écoutée, ils n'auront à l'avenir plus de lien avec la communauté.

Activiste communautaire, Allemagne, 23 ans.

Tableau 7. « Quels sont les points de contact pour l'engagement des jeunes adultes dans votre communauté ? » en pourcentages.

	Tous participants	Jeunes adultes
Programmes de leadership	37 %	72 %
Événements et rassemblements internationaux	37 %	66 %
Programmes locaux des synagogues	37 %	48 %
Union des étudiants juifs	36 %	50 %
Programmes de bénévolat en Israël	28 %	40 %
Réseaux professionnels juifs	21 %	39 %
Programmes de bénévolat pour la justice sociale	19 %	32 %
Moishe House	12 %	32 %

VIII. Synthèse des résultats

Il ressort de cette analyse statistique des résultats de l'enquête un large consensus au sein des participants sur la situation actuelle et les défis que rencontrent les communautés, ainsi qu'un assentiment général sur les questions problématiques ou clivantes. Les résultats quantitatifs reflètent les faibles variations des points de vue sur les organisations communautaires et les priorités des dirigeants des communautés juives européennes en fonction des caractéristiques subjectives, telles que la région, le genre, l'âge et le courant. En conséquence, un nombre étonnamment faible de questions révèlent des divergences d'opinion statistiquement valides sur la base de l'âge ou du genre des participants. Le consensus semble grandir autour des nombreuses questions concernant les besoins de politiques, l'impact, et l'évaluation de situations particulières. Par exemple, il y a en général assez peu de signes de divisions générationnelles sur les problématiques communautaires, et il convient de noter qu'il y a en général très peu de différences entre les opinions et positions des hommes et femmes.

Certaines différences peuvent être observées au sein de sous-groupes, en fonction de la région, du courant religieux et du rôle exercé au sein de la communauté. Des différences régionales persistent dans les deux sphères de l'organisation et des priorités internes de la communauté, mais elles s'amenuisent davantage à chaque nouvelle enquête. Cependant, les différences régionales semblent se creuser au sujet des relations extérieures, qui comprennent la sûreté, l'antisémitisme et Israël, principalement en raison d'un environnement de plus en plus hostile en Europe de l'Ouest, que la plupart des participants s'attendent à voir s'aggraver au cours des prochaines années. Ce phénomène ne mènera pas à une émigration de masse, mais on ne peut nier la gravité du problème dans la mesure où un dirigeant juif éduqué et actif sur cinq en Europe de l'Ouest pense émigrer, principalement en raison de l'antisémitisme.

Comme on peut s'y attendre, les écarts entre les groupes de courants différents sont les plus communs, principalement en ce qui concerne la pratique et l'autorité religieuses (*Halakha*), en particulier au sujet du statut identitaire juif et du mariage mixte, et, dans une moindre mesure, Israël. La tendance générale s'oriente vers une rupture d'opinions au sein des communautés européennes entre les Juifs d'affiliation orthodoxe et le reste de la population.

Sur certains sujets politiques, tels que les priorités communautaires, les différences tangibles entre les dirigeants et les professionnels de la communauté, évidentes lors des enquêtes précédentes, semblent s'estomper.

L'observation la plus frappante qui ressort de la comparaison des résultats de l'enquête 2018 à ceux des éditions 2015, 2011 et 2008 est la cohérence des données de l'éventail réel des chiffres, le schéma global et l'orientation des tendances. La situation est d'autant plus frappante que le nombre et le pays d'origine des participants aux quatre enquêtes a considérablement évolué. La stabilité des schémas et la franchise des tendances issues des résultats suggèrent également que les caractéristiques sociodémographiques des trois échantillons – qui sont restées similaires au cours du temps – dominent certains autres facteurs et contribuent à la stabilité des résultats.

La cohérence des schémas et tendances des priorités et opinions des dirigeants juifs européens au cours des dix dernières années, révélées par les quatre enquêtes, valident la qualité des études, et surtout le sérieux et le soin avec lequel les participants ont abordé l'enquête. Ils suggèrent également qu'un consensus juif européen très clair se dessine dans de nombreux aspects de la vie communautaire juive. Il résulte de la convergence et de l'intégration permanentes de communautés juives d'Europe de l'Est et de l'Ouest.

IX. Profil des participants

Tableau 8. Pays de résidence en 2018, 2015, 2011, 2008.

Pays	Réponses 2018	%	Réponses 2015	%	Réponses 2011	Réponses 2008
France	134	15	34	11	48	33
Royaume-Uni	52	6	32	10	47	25
Allemagne	114	13	27	9	24	23
Autriche	6		7		5	2
Belgique	30		9		14	17
Bosnie-Herzégovine	16		3		2	3
Bulgarie	21		17		4	6
Croatie	9		7		2	3
République tchèque	34		9		12	10
Danemark	8		2		3	3
Estonie	7		2		4	5
Finlande	5		3		1	2
Grèce	24		7		6	3
Hongrie	43		19		10	18
Italie	96		13		21	11
Lettonie	12		5		7	7
Lituanie	6		3		9	8
Luxembourg	3		2		2	1
Pays-Bas	43		11		10	11
Norvège	5		0		2	1
Pologne	27					
Portugal	3		1		2	1
Roumanie	65		20		12	7
Serbie	19		2		4	3
Slovaquie	21		9		8	4
Slovénie	0		1		1	1
Espagne	40		19		12	7
Suède	10		7		12	11
Suisse	17		14		17	7
Turquie	23		7		18	10
TOTAL	893	100	314	100	329	250

Le profil général des participants par pays de résidence a considérablement varié au cours des quatre enquêtes, mais s'est constamment orienté vers les plus petites communautés européennes et les communautés d'Europe de l'Est où le JDC est actif. Le Tableau 8 indique que les pays présentant le plus grand nombre de participants sont : la France (134), l'Allemagne (114), l'Italie (96), la Roumanie (65) et le Royaume-Uni (52). On remarque pour le profil 2018 une baisse de la participation des Britanniques, et une large augmentation de celle des Italiens. C'est pourquoi la proportion des participants issus des trois communautés principales de France, du Royaume-Uni et d'Allemagne, où la grande majorité des Juifs européens vivent, est étonnamment basse. Ils ne comprennent que 34 % des participants. Ceci est dû à la fois à un taux de réponses moindre dans les plus grands pays et à la nature de l'échantillon de l'enquête, qui ciblait un nombre déterminé de « dirigeants » de chaque pays. Les deux-tiers (67 %) des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens ayant participé à l'enquête vivent en Europe de l'Ouest, et 33 % dans l'ancien bloc soviétique d'Europe de l'Est en 2018. En 2011, ils représentaient 26 %. Le taux de réponse global est de 68 % des 1 327 personnes sollicitées ; le plus fort taux de réponse à l'enquête – plus de 80 % – venaient principalement des plus petites communautés de Bosnie, de Grèce ou de Lettonie.

Tableau 9. Répartition des participants par courant de la synagogue 2018, 2015, 2011, 2008.

Courant	Réponses 2018	%	% 2015	% 2011	% 2008
ORTHODOXE	209	33 %	31 %	36 %	27 %
Haredim	7	1 %	0 %	1 %	n/a
Orthodoxe	70	11 %	11 %	9 %	5 %
Orthodoxe moderne	132	21 %	20 %	26 %	22 %
TRADITIONNEL	160	26 %	32 %	29 %	30 %
Massorti	67	11 %	17 %	14 %	18 %
Reformé/libéral	83	13 %	13 %	14 %	12 %
Post/multiconfessionnel	10	2 %	2 %	1 %	n/a
CULTUREL	263	41 %	37 %	33 %	42 %
Laïc	77	12 %	11 %	9 %	15 %
Juif tout court	154	24 %	23 %	21 %	23 %
Autre	32	5 %	3 %	3 %	4 %
Total	632	100 %	100 %	100 %	100 %

Les participants étaient libres de répondre aux questions ou non, et tous n'ont pas renseigné leur synagogue ou le courant auquel ils appartiennent (Tableau 9). En 2018, parmi les 632 individus qui les ont renseignés, 33 % s'identifient comme appartenant à un mouvement orthodoxe, 26 % à un autre judaïsme religieux ou traditionnel (*réformé, libéral, massorti*) et 41 % s'identifient comme des Juifs culturels ou non religieux (*laïc et Juif tout court*). Le Tableau 9 indique que le profil religieux général des participants à l'enquête a subi un léger changement au cours des quatre enquêtes menées jusqu'à maintenant, malgré les variations de profil national et du volume de l'échantillon. Cependant, les participants de 2018 semblent légèrement moins religieux et plus « centristes » lorsqu'on leur demande comment ils se définissent, plutôt que le courant dont ils font partie ou auquel ils appartiennent. Cet indicateur

plus psychologique révèle que les participants se définissent comme *religieux* (16 %), *plutôt religieux* (39 %), *plutôt laïc* (21 %) et *laïc* (24 %).

Concernant leur investissement actuel au sein de la communauté, 93 % des participants de 2018 peuvent être décrits comme émanant d'une communauté juive organisée. Ceci suggère que les opinions et évaluations des participants sont fondées sur de récentes expériences de participation à la vie de communautés diverses. La majorité des participants (63 %) ont été élus ou nommés comme dirigeants bénévoles de la communauté juive de leur pays, tandis que 26 % se définissent comme des professionnels communautaires, et 4 % comme dirigeants religieux. Les leaders d'opinion qui n'occupent aucune position formelle dans la communauté constituent 7 % des participants. Ils sont principalement journalistes, scientifiques, enseignants et juristes. De manière générale, les participants constituent une population remarquablement éduquée, puisque 89 % d'entre eux sont titulaires d'un diplôme universitaire. En outre, 65 % de l'échantillon sont titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou d'une qualification professionnelle.

Tout comme celles de 2011 et 2015, l'enquête 2018 nous permet d'analyser les réponses aux questions selon des catégories ordinales continues (c'est-à-dire en excluant les énoncés et propositions) pour les sous-groupes de l'échantillon. Ces sous-groupes sont stratifiés selon leurs caractéristiques fondamentales (si renseignées par le participant), comme le genre (femme ou homme), l'âge ou la génération (personne jeune, d'âge moyen ou âgée), la région (Europe de l'Est ou Europe de l'Ouest) et le courant (orthodoxe, traditionnel, culturel). En outre et le cas échéant, nous apportons une analyse par fonction au sein de la communauté (dirigeant bénévole/élu communautaire, professionnel de la communauté, leader d'opinion). Ce mode de fonctionnement permet d'étudier le schéma des réponses entre sous-groupes de participants, selon les réponses fournies, de tester et de renseigner les différences d'une importance statistique établies et vérifiées⁵.

Courant

Afin d'étudier les différences entre les participants qui se définissent selon leur religion ou leur idéologie, ils ont été répartis en trois groupes : les membres de synagogues orthodoxes (N = 209), les traditionnels, c'est-à-dire les membres de synagogues non orthodoxes (N = 160), et les Juifs culturels, c'est-à-dire ceux qui ne s'identifient à aucun courant (N = 263).

Genre

Les variations entre les participants autodéclarés femmes (N = 217) et hommes (N = 416) ont été étudiées afin de révéler les potentielles différences d'approche des problématiques de la vie communautaire.

⁵ Toute comparaison entre sous-groupes de participants ou résultats 2008, 2011, 2015 et 2018 a été statistiquement validée. Les moyennes des réponses apportées à chaque question par chacun des sous-groupes ont été calculées à partir de la méthode statistique du test T. Nous les classons au niveau $p > .05$, dont la marge d'erreur est inférieure à 5 %.



Âge

Les participants ayant déclaré eux-mêmes leur âge ont été répartis en 3 catégories d'âge : jeunes — moins de 40 ans (N = 114), âge moyen — 40 à 54 et (N = 163), et vieux — plus de 55 ans (N = 455).

Région

Les participants ont été répartis en un groupe Europe de l'Est (N = 294) et un groupe Europe de l'Ouest (N=599). La région Est comprend les pays de l'ancien bloc soviétique (sans l'Allemagne, mais avec l'ancienne Yougoslavie).

Étant donné l'histoire des régions Est et Ouest de l'Europe, des différences régionales persistent et se retrouvent dans les profils des participants par région. Le genre ne représente pas de différence puisque les deux régions présentaient quasiment les mêmes proportions d'un tiers de participantes (33 % à l'Ouest, 30 % à l'Est). Cependant, les dirigeants de l'Est sont considérablement plus jeunes puisque 28 % d'entre eux ont moins de 40 ans, contre 16 % dans les communautés de l'Ouest. Parallèlement, les dirigeants de l'Ouest sont plus âgés, puisque 56 % d'entre eux ont plus de 55 ans, contre 47 % seulement parmi les dirigeants de l'Est. Le judaïsme religieux est plus fort à l'Ouest. Au sujets des courants religieux, les dirigeants sont plus orthodoxes (39 % contre 9 %), légèrement plus susceptibles d'être Juifs traditionnels (27 % contre 23 %) mais bien moins susceptibles de se présenter comme Juifs culturels que les participants de l'Est (34 % contre 64 %). Le fait que les participants de l'Ouest soient plus âgés et plus religieux que ceux de l'Est doit être pris en compte dans chaque conclusion de l'analyse où émergent des différences régionales. Inversement, le courant et les différences d'âge peuvent être dus à des facteurs régionaux. Cependant, étant donné le faible échantillon, ces interactions sont difficiles à mesurer précisément.

Différences entre les participants aux enquêtes 2008, 2011, 2015 et 2018

Toute évaluation des changements de priorités et positions des dirigeants européens au cours des dix dernières années doit prendre en compte les différences entre les spécificités des participants des quatre études. La principale différence relevée en 2018 par rapport aux enquêtes précédentes consistait en un plus grand échantillon, et un plus grand pourcentage de plus petites communautés juives nationales, d'Italie et des Balkans en particulier. Hormis cela, la plupart des caractéristiques sociodémographiques des échantillons étaient assez similaires. Par exemple, la proportion des participantes était de 32 % en 2011, 33 % en 2015 et 34 % en 2018. La proportion de dirigeants bénévoles ayant pris part à l'étude de 2018 (63 %) est plus élevée qu'en 2015 (51 %), 2011 (54 %) et 2008 (45 %). Les participants orthodoxes représentent 27 à 36 %, sur les quatre enquêtes. Les échantillons ont vieilli au fil des éditions, puisque le groupe d'âge de plus de 55 ans représente 35 % en 2008, 43 % en 2011, 50 % en 2015 et 65 % en 2018.

X. Analyse comparative de l'échantillon français

Résultats clés

- La France est le pays le plus représenté dans cette étude, avec 134 participants.
- Les participants français sont bien plus inquiets des questions de sûreté et de sécurité. 82 % des dirigeants français considèrent que *le terrorisme et la violence à l'encontre des Juifs* est la menace la plus importante faite à la vie juive, contre 40 % en moyenne européenne (rang 10). De plus, *l'antisémitisme* arrive au deuxième rang des plus grandes menaces avec 80 % (56 % et sixième rang pour tous les pays européens).
- Seuls 5 % considèrent le climat comme *très sûr* pour vivre et pratiquer le judaïsme dans leur ville, contre 20 % en moyenne européenne et 16 % en Europe de l'Ouest.
- Cependant, 77 % estiment que *le gouvernement de leur pays répond correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives*. Ce chiffre excède celui de la moyenne européenne (73 %).
- 32 % des participants français considèrent qu'il existe de sérieuses tensions de courants au sein de la communauté (contre 19 % en moyenne européenne). De la même manière, les dirigeants français sont également bien plus inquiets de l'existence de conflits (60 % vs. 40 %) et le manque de pluralisme religieux au sein de la communauté juive (56 % vs. 39 %).
- Les dirigeants français se montrent quelque peu plus accommodants sur les questions relatives aux critères d'appartenance à la communauté, l'acceptation des conversions non orthodoxes et le besoin d'intégrer les familles mixtes à la communauté juive.

Profil des participants français

La France est le pays le plus représenté dans cette étude : 134 participants.

69 % des participants sont des hommes, 31 % des femmes. 23 % sont titulaires d'un doctorat, 55 % d'un master, 17 % d'une licence, et 5 % seulement ne sont titulaires d'aucun diplôme universitaire. 54 % d'entre eux sont ou étaient des dirigeants bénévoles, 40 % sont des professionnels de la communauté et 5 % sont des dirigeants religieux.

15 % des participants ont moins de 40 ans, 38 % entre 41 et 55 ans et 46 % ont plus de 55 ans. En ce qui concerne l'appartenance à un courant, 49 % se définissent comme Juifs culturels, 29 % se considèrent comme Juifs orthodoxes, et 22 % comme Juifs traditionnels (Tableau 10). Cependant, si on leur demande de s'auto-définir, les participants français semblent plus « religieux », puisque 63 % se définissent comme des personnes religieuses (ou *plutôt religieuses*) et 37 % comme *laïcs* (ou *plutôt laïcs*) (Tableau 11).

Tableau 10. Répartition des participants par affiliation de la synagogue. Comparaison des échantillons français et européen, 2018.

Affiliation	France		Europe
Orthodoxe	11 %	29 %	33 %
Orthodoxe moderne	18 %		
Massorti	6 %	22 %	26 %
Libéral	13 %		
Post/multiconfessionnel	2 %		
Laïc	11 %	49 %	41 %
Juif « tout court »	27 %		
Autre	11 %		

Tableau 11. Répartition des participants par auto-définition religieuse. Comparaison des échantillons français et européen, 2018.

Autodéfinition religieuse	France	Europe
Laïc	9 %	24 %
Plutôt laïc	28 %	21 %
Plutôt religieux	46 %	39 %
Religieux	17 %	16 %

Priorités communautaires

Sur le point des priorités communautaires, les dirigeants et professionnels de la communauté juive de France se démarquent de l'échantillon européen général par différents aspects. De manière peu surprenante, peut-être, les dirigeants communautaires juifs français considèrent que *la lutte contre l'antisémitisme* est la priorité absolue de la communauté, avec une note moyenne de 8,9 (contre 8,6 en moyenne européenne). Cette priorité est suivie de celle de *l'inclusion des jeunes dirigeants au sein des commissions décisionnaires*, et du *soutien aux Juifs nécessiteux de la communauté*. Cependant, il faut noter que les trois à cinq premières priorités sont les mêmes pour tous, indépendamment de l'ordre de classement (Tableau 12).

Une autre série de priorités se classe au-dessus de celles de l'échantillon européen (et ouest-européen). Premièrement, *le développement d'une politique efficace en matière de mariages mixtes* (0,8 point de plus que la moyenne européenne). Deuxièmement, *la promotion de l'utilisation des espaces communautaires pour la tenue de débats ouverts sur des sujets actuels relatifs à la société en général*. Troisièmement, *la fonction de groupe de pression au niveau de la politique nationale* (chacun à 0,7 point de plus que la moyenne européenne). Et enfin, *le soutien aux causes sociales et à la justice en général* (0,6 point de plus que la moyenne européenne).

Les dirigeants communautaires français considèrent deux éléments comme significativement moins importants que la moyenne européenne : *le renforcement de l'enseignement juif* (très important, mais toujours à 0,7 point de moins que la moyenne européenne), et *le renforcement de la vie religieuse juive* (dernière priorité, à 1 point de moins que la moyenne générale).

Tableau 12. « Dans quelle mesure chacune des causes suivantes devrait-elle, selon vous, être une priorité dans les 5 à 10 prochaines années ? ».

Comparaison des échantillons de France, d'Europe de l'Ouest et d'Europe, 2018.

Priorités communautaires	France	Europe de l'Ouest	Europe
La lutte contre l'antisémitisme	8.9	8.6	8.6
L'inclusion de jeunes dirigeants au sein des commissions décisionnaires	8.8	8.6	8.5
Le soutien aux Juifs nécessiteux de votre communauté	8.7	8.7	8.8
Le soutien aux Juifs en détresse partout dans le monde	8.2	7.7	7.8
Le renforcement de l'enseignement juif	8.2	8.9	8.9
Le renforcement de l'offre en activités ou programmes visant les Juifs non pratiquants	8.2	7.6	7.7
Le développement de politiques d'ouverture innovantes envers les Juifs non membres d'organisation juive	8.2	7.9	7.9
Le soutien aux causes sociales et à la justice en général	8.1	7.3	7.5
L'investissement dans le développement des dirigeants	8.0	8.2	8.2
La lutte contre les tensions et les dissensions au sein de la communauté	7.9	8.0	8.1
Le soutien à l'État d'Israël	7.5	7.2	7.4
La promotion de l'utilisation des espaces communautaires pour la tenue de débats ouverts sur des sujets actuels relatifs à la société en général	7.5	6.8	6.8
Le développement des disciplines artistiques et culturelles juives	7.5	7.1	7.3
L'encouragement au pluralisme interne	7.3	7.1	7.1
Le renforcement des relations interreligieuses	7.1	6.8	6.9
Le développement d'une politique efficace en matière de mariages mixtes	7	6.3	6.2
La fonction de groupe de pression au niveau de la politique nationale	6.6	6.2	5.9
Le renforcement de la vie religieuse juive	5.6	6.4	6,6

Les menaces à l'avenir de la vie juive

Concernant les menaces faites à l'avenir de la vie juive en France, les participants s'inquiètent davantage des menaces extérieures, ce qui contraste fortement avec l'échantillon général européen. 82 % d'entre eux considèrent que *le terrorisme et la violence contre les Juifs* est une menace sérieuse, et 80 % considèrent *l'antisémitisme* comme une autre. Ces chiffres contrastent avec les 40 % et 56 % de l'enquête totale. Les dirigeants français sont aussi significativement plus inquiets du *manque de renouvellement des organisations juives* (74 % contre 60 %), de *l'absence de véritable leadership* (66 % contre 51 %), de *des conflits internes à la communauté juive* (60 % contre 40 %), et du *manque de pluralisme religieux au sein de la communauté juive* (56 % contre 39 %). Sur une note plus positive, les dirigeants communautaires juifs français sont considérablement moins inquiets du *déclin démographique* (seuls 52 % s'en inquiètent, contre 65 % au total), et du manque de *stabilité économique*.

La lutte contre l'antisémitisme est une question de survie. L'antisémitisme a pris une forme très pernicieuse sous couvert d'antisionisme. Le sort d'Israël, qu'on peut et doit critiquer du point de vue politique, ne doit pas remettre en cause l'existence de l'État en tant que tel. Ancienne élue communautaire, 85 ans.

Tableau 13. « Parmi les réponses suivantes, lesquelles représentent selon vous la menace la plus sérieuse pour l'avenir des Juifs dans votre pays ? ».
Comparaison des échantillons de France, d'Europe de l'Ouest et d'Europe, 2018.

Menaces	France	Europe de l'Ouest	Europe
Le terrorisme et la violence contre les Juifs	82 %	47 %	40 %
L'antisémitisme	82 %	63 %	56 %
Le manque de renouvellement des organisations juives	74 %	63 %	60 %
L'éloignement des Juifs de la vie communautaire	68 %	68 %	66 %
Le manque d'engagement des membres dans les questions et activités communautaires	66 %	66 %	62 %
L'absence de véritable leadership	66 %	53 %	51 %
Le déclin des connaissances sur le judaïsme	62 %	54 %	56 %
Les conflits internes à la communauté juive	60 %	43 %	44 %
Le manque de pluralisme religieux au sein de la communauté juive	56 %	40 %	39 %
Le déclin démographique	52 %	65 %	65 %
Le manque de stabilité économique pour fournir des services communautaires clés	42 %	51 %	47 %
L'augmentation du taux de mariages mixtes	40 %	44 %	40 %
Le manque d'aide effective de la part des organisations juives étrangères	39 %	36 %	36 %
Le manque de vie religieuse	29 %	30 %	29 %
La pauvreté dans votre communauté	25 %	29 %	26 %

Problèmes internes à la communauté

Tensions entre courants

À la question « *dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ?* », 32 % des dirigeants juifs français ressentent des tensions *très importantes* entre les différents courants au sein de la communauté juive, et 40 % de plus considèrent que ces tensions sont *réelles, mais gérables*. À la différence de l'échantillon européen, où les tensions perçues semblent décliner depuis 2011, les résultats de l'échantillon français suggèrent l'existence de certains problèmes engendrant une certaine rigidité au sein de la communauté.

Les tensions existent : non-reconnaissance par le Consistoire des autres mouvements que le mouvement traditionnel/orthodoxe, tensions fortes autour du statut des femmes et de leur rôle dans la synagogue (femmes rabbins, par exemple), tensions sur l'inclusion des familles mixtes. Professionnelle communautaire, 52 ans.

Tableau 14. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? ».
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.

Menaces	France	Europe
Il y a des tensions très importantes	32 %	19 %
Il y a de réelles tensions mais elles restent gérables	40 %	38 %
Il y a de faibles tensions/il n'y a pas de tensions	28 %	43 %

Appartenance à la communauté

Les participants français sont légèrement plus libéraux au sujet du statut identitaire juif, mais en dehors de cela, les résultats sont globalement très similaires. La différence d'opinion la plus frappante concerne l'énoncé selon lequel *toute personne se considérant comme Juive devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté*, car plus de la moitié des Français ont répondu par l'affirmative (53 %), contre seulement 32 % sur la totalité de l'enquête.

Tableau 15. Critères d'appartenance des communautés juives.
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.*

	France	Europe
Toute personne avec un père juif devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté	80 %	73 %
Toute personne convertie sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier, devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté	82 %	81 %
Toute personne avec au moins un des grands-parents juif devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté	65 %	58 %
Toute personne se considérant comme juive devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté	53 %	32 %
Seuls ceux qui répondent aux critères de la halakha (nés de mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe) devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté	31 %	35 %

*Réponses *tout à fait d'accord + plutôt d'accord*

Politique communautaire sur les mariages et les couples mixtes

Sur la question des mariages mixtes, les réponses des dirigeants de la communauté française sont à nouveau assez similaires à la moyenne européenne. 83 % sont d'accord avec le principe selon lequel tous les enfants de couples mixtes devraient être acceptés dans les écoles juives (contre 90 % au total), tandis que 78 % considèrent que les couples mixtes devraient pouvoir intégrer la communauté, contre 71 % au total. Le plus grand clivage concerne la question de la neutralité :

seuls 14 % considèrent que la communauté devrait rester neutre et n'avoir aucune politique sur le mariage mixte (contre 29 % au total). La politique d'encouragement des époux.ves non juif.ve.s à la conversion se voit largement soutenue par les dirigeants français, dont 61 % se prononcent en faveur, contre 52 % au total.

Je crois que nous ne devrions pas rejeter les enfants issus de mariages mixtes, les intégrer en école juive de façon systématique, etc. tout en maintenant une position non relativiste : les mariages mixtes sont un danger pour l'avenir de la communauté
Élu communautaire, 41 ans.

Tableau 16. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les affirmations suivantes concernant les mariages mixtes. »
Comparaison des échantillons français et européen, 2018.

	France	Europe
Votre communauté devrait mettre en place des espaces ou des programmes adéquats pour mieux intégrer les familles constituées par des couples mixtes	84 %	86 %
Tous les enfants de couples mixtes, qu'ils soient de mère ou de père juif, devraient être admis en école juive	83 %	90 %
Les couples mixtes devraient avoir le droit de devenir membres de notre communauté	78 %	71 %
Inclure les familles mixtes dans la vie communautaire est un facteur essentiel pour la survie de notre communauté	74 %	80 %
Les époux.ves non juif.ve.s devraient être activement encouragé.e.s à se convertir au judaïsme dans notre communauté	61 %	52 %
Les couples mixtes devraient avoir le droit de célébrer un mariage juif dans notre communauté	41 %	47 %
Rester neutre, c'est-à-dire que la communauté ne devrait pas avoir de politique sur les mariages mixtes	14 %	29 %
Je soutiens fermement l'interdiction faite aux couples mixtes de devenir membre de notre communauté	11 %	10 %

Conversions non orthodoxes

Au sujet des conversions, les participants français rejoignent encore une fois la moyenne européenne. Ils montrent une ouverture légèrement plus grande aux conversions non orthodoxes, et [à nouveau] une forte opposition à la neutralité.

Tableau 17. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les affirmations suivantes. La politique de la communauté sur les conversions non orthodoxes devrait être de... » Comparaison des échantillons français et européen, 2018.

Politique sur les conversions	France	Europe
Encourager activement les conversions non orthodoxes et accepter systématiquement les personnes ayant effectué une conversion non orthodoxe en tant que membres à part entière de la communauté	64 %	58 %
Tolérer les conversions non orthodoxes, mais systématiquement encourager les personnes envisageant la conversion à effectuer une conversion orthodoxe et à vivre selon le mode de vie juif orthodoxe	38 %	42 %
Rester neutre, c'est-à-dire que la communauté ne devrait pas avoir de politique sur les conversions non orthodoxes	30 %	38 %
N'accepter que les conversions orthodoxes	25 %	31 %
Décourager activement les conversions non orthodoxes et défendre aux personnes ayant effectué une conversion non orthodoxe de devenir membre de la communauté	16 %	16 %

Évolutions attendues du statut identitaire juif

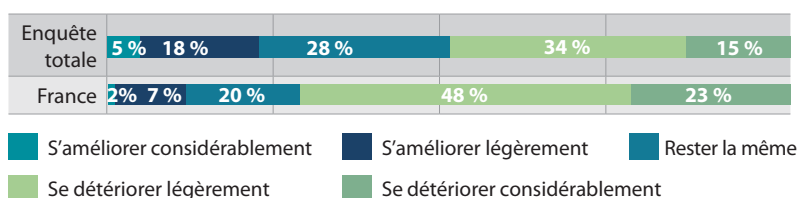
45 % s'attendent à ce que le statut identitaire juif devienne plus problématique à l'avenir (37 % pour la totalité de l'enquête), et 16 % estiment qu'il deviendra un danger pour l'avenir de la communauté juive (15 % pour la totalité de l'enquête).

Situation financière et financement

8 % des participants français estiment que la situation financière globale de leur communauté est saine et stable, tandis que 55 % estiment qu'elle est difficile, mais gérable. Ces résultats sont mis en regard des résultats de l'enquête, dans laquelle 17 % des participants ont déclaré que la situation financière de la communauté est saine et stable, tandis que 43 % la considèrent comme difficile mais gérable. 25 % des participants français déclarent que la situation est difficile et de moins en moins gérable, soit autant que sur l'ensemble de l'étude. 11 % des Français estiment que la situation financière est critique, contre 15 % en moyenne générale.

Concernant leur vision de l'avenir, seuls 9 % des participants français s'attendent à ce que la situation financière de leur communauté s'améliore au cours des 5 à 10 prochaines années, ce qui contraste avec les 72 % qui s'attendent à une détérioration. Ces attentes sont considérablement plus pessimistes que les moyennes européennes (respectivement à 23 % et 49 %).

Figure 10. « D'ici les 5 à 10 prochaines années, la situation financière générale de votre communauté va, selon vous... » Comparaison des échantillons français et européen, 2018.



Sûreté, sécurité et émigration

Une différence manifeste apparaît entre les échantillons français et européen au sujet de la sûreté et de la sécurité. Alors que 83 % des participants européens (et 76 % des participants d'Europe de l'Ouest) répondent *très sûr* ou *plutôt sûr* quand on leur demande s'ils se sentent en sécurité de pratiquer leur judaïsme dans leur ville de résidence, seuls 51 % des Français en font de même. En outre, en comparant ceux qui s'estiment « très sûrs » uniquement, seuls 5 % sont Français, contre 20 % pour l'ensemble de l'échantillon européen et même 16 % pour les habitants d'Europe de l'Ouest.

Tableau 18. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ? »
Comparaison des échantillons français, européen, et ouest-européen, 2018.

	France	Europe	Europe de l'Ouest
Très sûr	5 %	20 %	16 %
Plutôt sûr	46 %	63 %	60 %
Plutôt pas sûr	29 %	13 %	18 %
Pas sûr du tout	20 %	4 %	6 %

Au sujet des attentes vis-à-vis de l'antisémitisme, 77 % s'attendent à une augmentation de la haine antisémite au cours des 5 prochaines années, contre une moyenne européenne de 65 %. Étonnamment, 77 % des participants français pensent que leur gouvernement *répond correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives*, ce qui se trouve au-dessus de la moyenne européenne (73 %).

Probablement en raison des tristes événements qui se sont produits en France au cours des dernières années, les dirigeants français estiment que la communauté juive est prête à affronter une situation d'urgence : 43 % pensent que la communauté y est *tout à fait ou plutôt prête* (contre 35 % sur l'enquête totale), et 32 % pensent qu'elle y est *moyennement prête*. 17 % pensent que la communauté est *peu prête*, tandis que 7 % estiment qu'elle n'est *pas prête du tout*.

5 % déclarent qu'ils ont envisagé d'émigrer et s'y sont activement préparés, tandis que 36 % de plus déclarent avoir envisagé d'émigrer sans s'y être préparés. Ce chiffre est bien supérieur à celui de l'enquête totale – respectivement à 3 % et 19 %. 59 % déclarent ne pas avoir envisagé d'émigrer, contre 76 % pour l'ensemble de l'enquête. De ceux qui ont envisagé d'émigrer, 71 % ont choisi Israël comme destination probable, 10 % le Canada, tandis que les États-Unis et l'Australie étaient envisagés à 3 % chacun.

19 % des dirigeants français s'attendent à ce que l'émigration de Juifs de France augmentent sensiblement, et 58 % de plus s'attendent à une augmentation limitée. Ces chiffres sont à nouveaux supérieurs à ceux de l'enquête totale – respectivement à 9 % et 43 %.

Parmi ceux qui s'attendent à une augmentation de l'émigration, 90 % estiment qu'elle sera due à l'antisémitisme, 39 % qu'elle sera motivée par la recherche d'une vie juive plus intense, 31 % qu'elle sera liée à la recherche de meilleures opportunités professionnelles, tandis que 15 % seulement pensent qu'elle résultera de causes financières (de nombreuses causes ont été données, qui ne s'excluent pas mutuellement).

Europe

62 % sont tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel il est très important de renforcer les relations entre les Juifs vivant dans différentes régions d'Europe. Ceci semble être une mission assez urgente – seuls 7 % se disent tout à fait d'accord avec le fait d'avoir une connaissance directe des autres communautés en Europe. Seuls 21 % se disent tout à fait d'accord avec le fait qu'il est important pour leur communauté de faire partie d'organisations juives européennes, et – peut-être de manière répétitive – seuls 5 % se disent tout à fait d'accord avec le fait d'être familier avec les objectifs et programmes d'organisations juives européennes majeures.

La communauté juive de France doit être fière de son histoire et de ses valeurs. Même si elle rencontre une crise identitaire liée en partie à l'inaction de ses institutions, elle retrouvera son dynamisme grâce à une vision inclusive de la judéité et une approche ambitieuse de son rôle dans la France et l'Europe. Professionnel communautaire, 47 ans

Tableau 19. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les affirmations suivantes : » Comparaison des échantillons français et européen, 2018.*

	France	Europe
Il est très important de renforcer les relations entre les Juifs vivant dans les différents pays européens	62 %	60 %
Les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres	37 %	33 %
La communauté juive européenne a des idées uniques et précieuses à partager avec les communautés juives du reste du monde	31 %	42 %
J'estime qu'il est important que ma communauté dépende d'organisations juives européennes	21 %	55 %
Je connais très bien les réalités des autres communautés juives européennes	7 %	16 %
Je connais bien les programmes et les objectifs des principales organisations juives européennes, ainsi que leurs dirigeants	5 %	11 %

*Tout à fait d'accord uniquement

De la même manière que les dirigeants juifs à travers l'Europe, les dirigeants français sont également divisés entre optimistes et pessimistes quant à l'avenir de l'Europe et des Juifs d'Europe. 50 % se disent *optimistes quant à l'avenir de l'Europe* (même pourcentage que pour l'ensemble de l'échantillon européen, 49 %) et 45 % estiment que *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif* (49 % en moyenne européenne).

Israël

Les divisions au sujet d'Israël parmi les dirigeants juifs français sont semblables à celles des autres communautés européennes. 63 % estiment que les divisions au sujet d'Israël sont mineures ou inexistantes (66 % pour toute l'Europe), tandis que 30 % estiment que ces divisions



existent, mais sont raisonnables, et 7 % pensent que ces dissensions sont grandes. 88 % estiment que *les événements en Israël génèrent parfois une montée de l'antisémitisme*, ce qui est proche du chiffre européen de 85 %.

Les dirigeants juifs français pensent qu'Israël a une grande importance pour la vie juive d'Europe, mais se sentent moins dépendants d'Israël que d'autres pays du continent. 28 % sont *tout à fait d'accord* avec le fait qu'Israël joue un rôle « crucial » dans le maintien du judaïsme en Europe, contre 50 % pour toute l'enquête. 31 % ne sont *plutôt pas d'accord* voire *pas du tout d'accord* avec cet énoncé, contre 15 % seulement dans toute l'Europe. Ceci ne semble pas découler de considérations politiques spécifiques, dans la mesure où le nombre de participants français admettant avoir parfois honte d'Israël est très similaire à celui de l'ensemble de l'Europe : 43 % en France contre 44 % en général.

Il semble que les dirigeants juifs sont plus enclins à prendre une position plus indépendante vis-à-vis d'Israël que les autres Juifs d'Europe : 54 % déclarent qu'ils *soutiennent Israël sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement*, contre 69 % des Européens au total. Ce sentiment d'indépendance d'Israël est donc cohérent. 95 % conviennent qu'*on peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël*, contre 78 % dans l'ensemble de l'enquête. En outre, les participants français sont convaincus qu'il faut accepter, au moins eu sein des communautés juives, la pluralité des opinions au sujet d'Israël et de ses politiques : 91 % conviennent que *les communautés juives devraient offrir l'opportunité à leurs membres de partager différentes opinions sur Israël et sa politique* (résultat similaire à celui de l'ensemble de l'Europe, à 89 %).

Cependant, l'indépendance ne doit pas être considérée comme un manque d'attachement ou d'engagement. 83 % sont d'accord avec le fait que tous *les Juifs ont le devoir de soutenir Israël*, chiffre similaire au résultat total de 84 %. 96 % des dirigeants juifs français estiment que *les médias de leur pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël* : un chiffre bien plus élevé que le total européen, de 74 %. 60 % des participants français sont *tout à fait d'accord* avec cet énoncé, contre 37 % sur l'ensemble de l'enquête.

Développement de la communauté : processus décisionnel, leadership et changement

Processus décisionnels et planification pour l'avenir

En ce qui concerne la participation de la communauté, le résultat moyen des Français pour la question « À quel point votre communauté est-elle participative ? », sur une échelle de 1 à 10, est de 6,17, moins que le total de l'enquête, qui est de 6,68. 16 % des dirigeants français ont indiqué une participation de 9 à 10, contre 23 % pour l'ensemble de l'enquête. 79 % ajoutent que des assemblées générales ou sessions plénières se tiennent régulièrement dans leur communauté. L'évaluation de la participation effective à ces événements par les participants varie : 14 % pensent que 80-100 % des membres se présentent à ces événements, 21 % estiment ce nombre à 60-80 %, 22 % à 40-60 %, 26 % à 20-40 %, et 16 % pensent que moins de 20 % s'y rendent.

44 % des participants français déclarent que leur institution/organisation a un plan stratégique pour l'avenir, tandis que 39 % déclarent qu'ils « y travaillent ». 17 % admettent ne pas disposer d'un tel plan, et ne pas être en train d'en développer un. 37 % déclarent que leur institution/organisation ne dispose pas d'un plan de succession de la direction, tandis que 21 % en ont un. 42 % à nouveau déclarent qu'ils « y travaillent ».

Qualité des dirigeants et professionnels des communautés juives françaises

Les dirigeants juifs français ont une perception des dirigeants bénévoles et des professionnels communautaires quelque peu différente. Un pourcentage similaire (14-15 %) convient fortement que les dirigeants bénévoles comme les professionnels de la communauté ont une idée des besoins de la communauté (cependant, ces chiffres sont plus bas que pour l'ensemble de l'enquête). Les professionnels communautaires sont perçus comme légèrement plus informés des questions judaïques, de manière intéressante et à l'inverse de ce que montre l'ensemble de l'enquête, tandis que les dirigeants bénévoles sont considérés comme plus doués pour les finances – mais les deux catégories sont perçues comme moins compétentes que ne le montrent les résultats de l'ensemble de l'étude. De manière générale, il semble que les dirigeants français se considèrent comme moins compétents que le reste des participants - par exemple, seul 1 % est *tout à fait d'accord* sur le fait que les professionnels communautaires soient compétents en matière de finances, et les résultats de la plupart des catégories sont significativement plus bas que les chiffres européens.

Tableau 20. Évaluation des dirigeants bénévoles et des professionnels communautaires.*

	Dirigeants bénévoles	Professionnels communautaires
Comprennent les besoins de la communauté	15 % [24 %]	14 % [24 %]
Connaissent bien le judaïsme	14 % [26 %]	20 % [16 %]
Ont des compétences financières	9 % [19 %]	1 % [11 %]
Ont des compétences en management des organisations à but non lucratif	7 % [15 %]	5 % [14 %]
Ont une idée précise de ce que doit être la communauté juive du futur	7 % [12 %]	3 % [10 %]
Ont des compétences politiques	5 % [15 %]	5 % [7 %]

* Les chiffres entre crochets reflètent les moyennes européennes

La communauté juive française est solide : ancienneté, capacité de financement, dynamisme religieux, taux élevé de scolarisation en école juive ; elle est minée par l'absence de diversité acceptée, par l'aveuglement sur la question des mariages mixtes, par l'absence de vision de ses responsables et le territorialisme (absence de synergie).

Professionnel communautaire, 60 ans.

Pour certaines questions concernant la qualité de la direction, les participants n'ont répondu que pour certaines catégories. Cinq compétences ont été validées pour les dirigeants bénévoles, tandis que la force de l'accord continue de diminuer. 22 % sont *tout à fait d'accord* avec le fait que les dirigeants bénévoles se basent sur des valeurs, 14 % sont *tout à fait d'accord* avec le fait qu'ils ont une vision juive engagée du monde tel qu'il devrait être, 14 % avec le fait qu'ils ont des compétences en management des organisations à but non lucratif, 8 % avec le fait qu'ils ont le sens de la collaboration, et 7 % avec le fait qu'ils peuvent servir de modèle aux membres de la communauté (ces deux derniers chiffres sont bien inférieurs aux résultats de



l'ensemble de l'enquête). En ce qui concerne les professionnels communautaires, seuls 9 % des participants français sont *tout à fait d'accord* avec le fait qu'ils ne *pourraient pas suivre une carrière professionnelle en dehors du monde juif*, contre 17 % en général. Parmi ceux qui ont un avis, 57 % pensent que les professionnels communautaires ne sont pas suffisamment rémunérés en comparaison des autres professionnels, à responsabilités égales en dehors de la communauté (contre 47 % au total).

Tableau 21. Évaluation des dirigeants bénévoles.

Caractéristique des dirigeants bénévoles	France	Enquête totale
Exercent une direction fondée sur des valeurs	22 %	27 %
Ont une vision juive engagée du monde tel qu'il devrait être	14 %	18 %
Ont une connaissance des organisations à but non lucratif	14 %	15 %
Ont le sens de la collaboration	8 %	19 %
Peuvent servir de modèle aux membres de la communauté	7 %	17 %

Initiatives communautaires

Il semble y avoir des différences de perception des initiatives lancées au sein de la communauté entre les dirigeants juifs français et européens.

Tableau 22. Initiatives communautaires. Comparaison entre les échantillons français et européen.

	France	Europe
Je trouve positif que la vie juive s'épanouisse en dehors des institutions juives les plus établies	87 %	76 %
La plupart des initiatives lancées dans notre communauté sont impulsées par des organisations locales et/ou des entrepreneurs juifs	68 %	36 %
La plupart des nouvelles initiatives créées au sein de votre communauté sont initiées par des organisations juives déjà existantes	64 %	79 %
La plupart des nouvelles initiatives créées au sein de votre communauté sont initiées à l'extérieur de toutes structures ou organisations juives déjà existantes	35 %	20 %
Les nouvelles initiatives menées en dehors des institutions les plus établies fragilisent la communauté juive	16 %	19 %
La plupart des nouvelles initiatives créées au sein de votre communauté sont initiées par des agences et des fondations juives privées de l'étranger	13 %	22 %

Par exemple, 68 % des participants français pensent que la plupart des initiatives au sein de leur communauté sont lancées par des organisations locales ou des entrepreneurs, contre 36 % pour les participants européens. De la même manière, 35 % estiment que les initiatives sont créées en dehors des organisations juives existantes, tandis que 16 % seulement d'entre eux les voient comme des tentatives de miner la communauté juive.

Jeunes adultes

L'enquête comprenait une série de questions centrées sur les *points de contact pour l'engagement des jeunes adultes*. À cet égard, l'influence de Moishe House semble particulièrement forte en France, où 64 % estiment qu'il s'agit d'un des principaux points de contact pour jeunes adultes au sein de la communauté. Les réseaux professionnels juifs semblent également majeurs en France, avec 39 % des participants les considérant comme importants, contre juste 21 % pour l'ensemble de l'étude. Cependant, les événements et rassemblements internationaux semblent jouer un rôle moindre en France, avec seulement 27 % des participants les considérant comme importants, contre 37 % pour le reste de l'enquête.

Les jeunes ne trouvent pas leur place car les institutions ne leur offrent pas de responsabilités et le métier de cadre communautaire est presque dévalorisant ou perçu comme sclérosant. Il y a urgence à décloisonner les pratiques du judaïsme. Professionnel communautaire, 46 ans.

Tableau 23. Points de contacts pour jeunes adultes juifs. Comparaison entre les échantillons français et européen.

Point de contact	France	Enquête totale
Moishe House	64 %	12 %
Programmes locaux des synagogues et congrégations	44 %	37 %
Programmes de leadership	42 %	37 %
Réseaux professionnels juifs	39 %	21 %
Union des étudiants juifs	30 %	36 %
Événements et rassemblements internationaux	27 %	37 %
Programmes de bénévolat en Israël	24 %	28 %
Programmes de bénévolat en faveur de la justice sociale (Tikkun Olam)	13 %	19 %

Synthèse des résultats de l'échantillon français

Bien que l'ensemble des résultats de l'analyse du sous-échantillon français semble faire consensus avec l'échantillon européen, on remarque que les dirigeants et professionnels communautaires juifs présentent des caractéristiques uniques.

La différence la plus frappante, bien qu'elle ne soit pas la plus surprenante, se ressent dans une plus grande inquiétude, en comparaison avec le reste des participants européens, envers l'antisémitisme, le terrorisme et la violence envers les Juifs. Ce n'est en rien une surprise puisque la France a été témoin, au cours des dernières années, du degré de violence que peuvent atteindre les attaques terroristes contre les Juifs (mais pas seulement). Cependant, et de façon très intéressante, les participants français considèrent que leur gouvernement répond correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives à un taux supérieur à celui de l'échantillon européen (77 % vs. 73 %).


Parmi les autres différences notables entre les sous-échantillons français et européen figure la perception des tensions autour des différents courants. 32 % des participants français considèrent qu'elles sont *très importantes* (contre 19 % en moyenne européenne), et 40 % de plus estiment qu'elles sont *réelles, mais gérables* (38 % en Europe). De la même manière, les



dirigeants français sont bien plus inquiets de l'existence de *conflits internes à la communauté juive* (60 % vs. 40 %) et du *manque de pluralisme religieux au sein de la communauté juive* (56 % vs. 39 %). Aussi, 45 % des participants français s'attendent à une aggravation des problèmes de statut identitaire juif à l'avenir (contre 37 % pour l'échantillon total). Ces chiffres attestent d'une perception assez fine de l'existence de nombreuses problématiques au sein de la communauté qu'il faut résoudre et/ou dont il faut discuter ouvertement.

Les dirigeants français sont également bien plus inquiets du *manque de renouvellement des organisations juives* (74 % vs. 60 %) et de l'*absence de véritable leadership* (66 % vs. 51 %). Cependant, ils semblent moins soucieux du *déclin démographique* (52 % vs. 65 %).

Enfin, les participants français se montrent un peu plus accommodants sur les questions relatives aux critères d'appartenance aux communautés, l'acceptation des conversions non orthodoxes et le besoin d'intégrer les familles issues de couples mixtes au sein des communautés juives.



Le JDC-International Centre for Community Development (JDC-ICCD) est l'unité de recherche et d'évaluation indépendante et européenne de l'American Jewish Joint Distribution Committee (AJJDC). Fondé en 2005, le JDC-ICCD se consacre à fournir une approche détaillée des phénomènes de communauté, d'identité et d'aide sociale juives. Le JDC-ICCD analyse, par les recherches appliquées, les tendances et changements au sein du monde juif, tout en mesurant et évaluant l'impact des initiatives de la communauté sur le terrain. Le Centre génère des données utiles et rassemblées scientifiquement susceptibles d'influencer les processus décisionnels des communautés et autres acteurs juifs – dont le AJJDC – à travers l'Europe.

www.jdc-iccd.org



American Jewish Joint
Distribution Committee



JDC International Centre for
Community Development